Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 2 octobre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°478 ■

AMAR TAKDJOUT

«L'UGTA soutient fortement l'initiative de dialogue national»

P 16

UN MÉMORANDUM D'ENTENTE SIGNÉ AVEC LA SOCIÉTÉ SONIDEP

Sonatrach veut renforcer sa présence au Niger

Le groupe Sonatrach et la société nigérienne de pétrole ont signé hier à Alger un mémorandum d'entente, indique la compagnie pétrolière algérienne dans un communiqué. Une convention-cadre qui permettra aux deux groupes de discuter des opportunités d'affaires et de coopération, notamment dans les domaines de l'exploration, l'exploitation des hydrocarbures, le raffinage et l'industrie pétrochimique, en plus de la commercialisation des produits issus du pétrole. P 3

UNIVERSITÉ D'ALGER

Accord de coopération scientifique et technologique avec des universités tanzaniennes

Un accord de coopération scientifique et technologique a été conclu, lundi à Alger, entre l'Université d'Alger 3 et plusieurs universités tanzaniennes et ce dans le cadre de la stratégie de réforme du secteur de l'enseignement supérieur et l'ouverture de l'Université algérienne sur son environnement extérieur, indique un communiqué de l'université.

P 3

LA CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES LANCÉE

Le défi «réalisable» de l'autosuffisance alimentaire

Sciences et organisation, sont les maitres mots pour, une agriculture réussie. L'Algérie s'est fixée comme but de s'auto-satisfaire en agriculture et particulièrement pour les céréales, tous types confondus. La réussite ne devant pas être une question de hasard, tous les spécialistes s'accordent à dire, qu'il est essentiel d'avoir recours à une agriculture pensée en tant que telle, avec la science mise en avant. Un avis partagé par Arezki Mekliche Professeur et maitre de conférence à l'Institut nationale d'agronomie.

P 5

COLLOQUE SUR LA RSE EN ALGÉRIE

Une vision pour un avenir durable

Pour assurer un développement durable, en alignant la performance économique avec le bien-être social et la protection de l'environnement, il est crucial pour les entreprises de développer le concept de la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), qui intègre des préoccupations sociales, environnementales et éthiques dans leurs activités. Un premier colloque sur la RSE en Algérie a été organisé hier à Alger, placé sous le thème : «La RSE, vecteur du développement durable et d'un management responsable». Cet événement de deux jours réunit experts et décideurs autour des enjeux cruciaux du développement durable, dans un contexte où la transition écologique et sociale s'impose.

P 5

ENERGIE

Le 12e NAPEC du 14 au 16 octobre à Oran P 3

ZITOUNI REÇOIT LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UGCAA

L'approvisionnement et la régulation du marché au menu P 5

AÏN TEMOUCHENT

La station de dessalement de l'eau de mer à l'arrêt pour travaux de maintenance P 5

ORGANISÉ DU 3 AU 5 OCTOBRE À ALGER

Salon national des fruits et légumes

Le Salon national des fruits et légumes sera organisé du 3 au 5 octobre au Palais des expositions à Alger, sous le thème "La production est notre mission.. La qualité notre préoccupation", a indiqué un communiqué de la Chambre nationale d'Agriculture, organisatrice de cette manifestation. Organisé sous le patronage du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, et du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, ce salon tend à promouvoir la production des fruits et légumes et à valoriser les efforts des professionnels dans la maitrise de la production, en termes de qualité et de quantité. Cette manifestation, qui se veut un espace d'échange et d'interaction entre les différents acteurs du domaine, tend également à faire connaitre les producteurs habilités à exporter leurs produits vers les marchés extérieurs, ajoute le communiqué. 160 exposants activant dans la filière des fruits et légumes, représentant différentes wilayas du pays, prennent part à cette manifestation Dans son communiqué, la Chambre nationale d'Agriculture a mis l'accent sur l'importance de la filière nationale des fruits et légumes qui a pu réaliser l'autosuffisance grâce à l'appui des hautes autorités du secteur agricole et s'orienter vers l'exportation dans le cadre des démarches de l'Etat visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures, rappelant que l'Algérie a occupé en 2023 la deuxième place au niveau arabe en matière de production des légumes, selon les données fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

PROMOTION DU «MADE IN ALGERIA» À L'ÉTRANGER

Une nouvelle feuille de route pour la société «Tasdir»

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a présidé, lundi au siège du ministère, une réunion d'évaluation des performances de la société "Tasdir", filiale de la Société algérienne des Foires et exportations "SAFEX", où il a mis l'accent sur la nécessité de conjuguer les efforts pour promouvoir les produits nationaux sur les marchés extérieurs, a indiqué un communiqué du ministère.

Par R E.R

Lors de cette réunion ayant été consacrée, entre autres, à la présentation du bilan des foires permanentes des produits nationaux organisées à Nouakchott (Mauritanie) et à Dakar (Sénégal), M. Zitouni a insisté sur l' «élaboration d'une feuille de route pour la société Tasdir reposant sur une approche économique globale adaptée aux objectifs stratégiques fixés par le Président de la République».

Dans ce contexte, le ministre a mis l'accent sur «l'impératif d'améliorer la performance administrative et la qualité des prestations assurées aux partenaires locaux et internationaux», mais aussi sur la nécessité «de conjuguer les efforts de promotion pour attirer davantage de partenaires commerciaux sur les marchés mauritaniens et sénégalais», ajoute-t-on de même source.

A cette occasion, le ministre a estimé que le soutien aux produits nationaux et l'encouragement de la participation aux salons permanents constituaient un "jalon essentiel" dans la stratégie globale de développement des exportations algériennes, appelant tous les opérateurs économiques à adhérer aux salons permanents et aux activités promotionnelles à même de faire connaitre les produits algériens sur les marchés étrangers.

M. Zitouni a, en outre, exhorté, à l'adoption de stratégies médiatiques «innovantes» pour promouvoir le produit algérien à large échelle, l'objectif étant de contribuer à mettre en avant les capacités concurrentielles de la production locale.

Au terme de la réunion, le ministre a affirmé le rôle «pivot» de la société "Tasdir" dans le renforcement de la présence économique de l'Algérie au double plan régional et international, appelant à établir des partenariats stratégiques en vue d'élargir son réseau de collaboration et d'assurer davantage d'opportunités aux exposants et aux exportateurs algériens afin d'accéder à de nouveaux marchés, conclut le communiqué.

AVEC UNE CROISSANCE DE 7,3 % DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1er SEMESTRE 2024

Alliance Assurances rend public ses résultats financiers

Par S R .

La compagnie d'assurance «Alliance Assurances» a réalisé une croissance de 7,3% de son chiffre d'affaires durant le premier semestre 2024. Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, la compagnie a annoncé la réalisation, au 30 juin 2024, d'un chiffre d'affaires de 3, 202 milliards de DA contre 2, 983 milliards durant la même période de l'année 2023, soit une augmentation de 219 millions DA et un taux de croissance de 7.3%. En revanche, le résultat réalisé est de 90,26 millions de DA contre 97, 89 millions durant la même période de 2023, soit une baisse de 7.64 millions et un taux de recul de 7.8 %.

Ces performances financières interviennent dans une conjoncture incertaine et des conditions de marché très difficiles, précise la même source. La croissance du chiffre d'affaires a été possible grâce au travail remarquable de toutes les équipes de la société notamment son réseau commercial et sa force de production et témoigne également de la confiance de sa clientèle ainsi que de sa capacité à maintenir une progression durable.

D'autre part, «les membres du conseil d'administration ont, lors de cette réunion, passé en revue les conditions défavorables que subit le marché algérien des assurances notamment l'inadéquation des tarifs pratiqués avec la tarification équitable. Une problématique persistante qui induit fatalement un déséquilibre technico-financier structurel de toute l'industrie entravant son développement harmonieux et mettant en péril sa fiabilité, viabilité et pérennité à moyen et long terme».

UNIVERSITÉ D'ALGER

Accord de coopération scientifique et technologique avec des universités tanzaniennes

Un accord de coopération scientifique et technologique a été conclu, lundi à Alger, entre l'Université d'Alger 3 et plusieurs universités tanzaniennes et ce dans le cadre de la stratégie de réforme du secteur de l'enseignement supérieur et l'ouverture de l'Université algérienne sur son environnement extérieur, indique un communiqué de l'université. Le recteur de l'Université d'Alger 3, Khaled Rouaski, et l'ambassadeur de la République fédérale de Tanzanie en Algérie, Imani Salum Njalikai, ont convenu d'établir une coopération scientifique et technologique à travers "la mise en place de partenariat de jumelage avec les différentes universités internationales" ainsi que "l'organisation de visites académiques pour échanger les expériences, des séminaires scientifiques et des conférences conjointes, et ce dans le cadre de la stratégie de réforme du secteur de l'enseignement supérieur et de l'ouverture de l'Université algérienne sur son environnement extérieur. Le recteur de l'université a affirmé que cette visite vise à "renforcer les liens de coopération académique et culturelle entre l'Algérie et la Tanzanie et à consolider les relations bilatérales". Il a présenté "un aperçu historique sur la création de l'Université d'Alger 3, des spécialités scientifiques et des programmes académiques dispensés, au profit d'étudiants de différentes nationalités, y compris des étudiants tanzaniens", rappelant "la formation de nombreux cadres et responsables algériens, arabes et africains dans cette institution prestigieuse". De son côté, l'ambassadeur tanzanien s'est félicité de "la réputation académique de l'Université d'Alger 3", indiquant que la rencontre constituait "une occasion de renforcer les relations entre l'Université d'Alger 3 et les universités tanzaniennes, et d'oeuvrer à conclure un accord de coopération entre les deux parties, à l'instar des universités de Dar es Salaam et de Zanzibar, dans le cadre de la dynamique croissante des relations entre les deux pays après la signature, récemment, de plusieurs accords de partenariat stratégique dans différents domaines". Il a également souligné "la dimension historique de la relation liant l'Algérie et la Tanzanie", faisant état de "400 étudiants tanzaniens diplômés des universités algériennes à la faveur de bourses accordées par le gouvernement algérien", exprimant son souhait de "porter le nombre d'étudiants formés dans les universités algériennes".

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN MÉMORANDUM D'ENTENTE SIGNÉ AVEC LA SOCIÉTÉ SONIDEP

Sonatrach veut renforcer sa présence au Niger

Le groupe Sonatrach et la société nigérienne de pétrole ont signé hier à Alger un mémorandum d'entente, indique la compagnie pétrolière algérienne dans un communiqué. Une convention-cadre qui permettra aux deux groupes de discuter des opportunités d'affaires et de coopération, notamment dans les domaines de l'exploration, l'exploitation des hydrocarbures, le raffinage et l'industrie pétrochimique, en plus de la commercialisation des produits issus du pétrole, a précisé la même source.

Par Sirine R

Le document a été signé en marge d'une séance de travail entre le Pdg de Sonatrach, Rachid Hachichi et le inistre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou, en visite de travail en Algérie depuis le 28 septembre dernier jusqu'au 2 octobre 2024, accompagné d'une délégation de haut niveau et de la Société nationale pétrolière «Sonidep».

En effet, la signature de ce protocole reflète l'ambition de Sonatrach de développer et renforcer le partenariat avec les entreprises nigériennes à travers des programmes d'échanges conjoints, notamment ceux liés aux formations spécialisées. Cette démarche s'inscrit également dans le cadre de la coopération algérienne et nigérienne et traduit la volonté des deux pays de revaloriser et de faire progresser les relations bilatérales.

Au cours de cette rencontre, les deux parties ont discuté des opportunités de renforcer les relations de coopération existantes entre elles, notamment dans le domaine des hydrocarbures à travers le projet de recherche et d'exploration mené par Sonatrach dans le champ pétrolier situé dans la zone de Kafra au nord du Niger, qui enregistre des résultats remarquables. Dimanche dernier, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, avait affirmé avoir convenu avec son homologue nigérien, Sahabi Oumarou, d'accélérer la cadence du projet pétrolier du Bloc Kafra (nord du Niger), dirigé par « Sonatrach ». « Il a été convenu de fixer un calendrier précis pour le développement de ce champ afin d'accélérer la phase de mise en production effective », a-t-il à l'issue de sa rencontre avec le ministre nigérien du Pétrole au siège du ministère.

Supervisé par Sonatrach, « ce champ important enregistre des résultats très encourageants », en passant à la deuxième phase de ce projet, à savoir « la finalisation de l'exploration pour entamer la phase d'exploitation », a ajouté le ministre. Les deux parties, ajoute Sonatrach, ont également discuté des moyens d'échanger des expériences dans divers domaines liés à la chaîne de valeur des hydrocarbures, notamment l'aspect lié au raffinage et à la pétrochimie, ainsi que de renforcer la coopération dans le domaine de la formation et d'apprentissage.

La rencontre a, d'autre part, été l'occasion d'évaluer les avancées réalisées dans le projet stratégique de réalisation du gazoduc transsaharien, qui relie le Nigeria et l'Algérie via le Niger. A cette occasion, l'importance de poursuivre la coordination entre les trois parties concernées a été soulignée afin de suivre la mise en œuvre et l'application des décisions antérieures. A cet égard, le haut responsable du secteur pétrolier nigérien a souligné l'importance du projet, soulignant qu'il représenterait un élan majeur pour le développement économique et social des trois pays. Il a également souligné la disposition de son pays à reprendre les consultations sur ce projet, annonçant une réunion tripartite dans les semaines à venir. Le programme de visite du ministre nigérian du Pétrole et de la délégation qui l'accompagnait prévoyait également une visite de certaines installations énergétiques et de formation de Sonatrach, telles que l'Institut algérien du pétrole, ainsi que du laboratoire département de l'activité d'exploration et de production dans l'Etat de Boumerdès. Dans le même contexte, la délégation nigérienne a visité les unités d'activités de liquéfaction et de séparation, parmi lesquelles figurent la raffinerie d'Arzew et le complexe pétrochimique de la zone industrielle d'Arzew dans l'Etat d'Oran. En marge de cette visite le ministre nigérien du Pétrole Sahabi Oumarou a indiqué qu'il est en visite en Algérie pour solliciter son soutien pour le lancement de «projets énergétiques phares» dans son pays. Il s'agit de la réalisation d'une raffinerie et d'un complexe pétrochimique. «Nous comptons sur le soutien de l'Algérie, ce pays frère, pour la concrétisation de ces deux projets, qui revêtent une grande importance pour le développement du secteur énergétique au Niger», a-t-il souligné, précisant que le projet de la raffinerie est en cours de maturation et le Niger souhaite bénéficier de l'accompagnement de l'Algérie dans les phases de réalisation et de montage.

GAZODUC TRANSSAHARIEN TSGP

Un projet continental d'envergure internationale sur la bonne voie

La tenue prochaine d'une réunion ministérielle sur le projet du gazoduc Trans-Saharian Gas-Pipeline (TSGP), en vue de s'enquérir de son état d'avancement, atteste de l'engagement ferme des trois pays concernés (Algérie, Nigéria et Niger) de réaliser cette infrastructure africaine d'envergure internationale, devant contribuer à l'intégration régionale. La réunion, la 4ème du genre qui regroupera les ministres de l'Energie des trois pays concernés par le gazoduc, se tiendra dans "les plus brefs délais", a affirmé dimanche le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, à l'issue d'une réunion avec le ministre nigérien du Pétrole, Sahabi Oumarou, en visite de travail en Algérie. M. Arkab a assuré, à l'occasion, que l'Algérie et le Niger sont convenus d'aller de l'avant pour la réalisation de ce projet stratégique, et dont la concrétisation a déjà commencé, selon lui, par le lancement des études techniques. Les trois parties vont donc poursuivre les réunions du comité ministériel mixte et du comité technique pour s'enquérir du taux d'avancement du projet, conformément aux objectifs tracés. Une avancée qui conforte les efforts entrepris en vue de préparer le terrain au lancement des travaux de réalisation de cette infrastructure, dont il ne reste que 1.800 km sur les quelque 4.000 km prévus. Les travaux porteront sur la réalisation de pipeline de 100 km au niveau du Nigeria, 1.000 km au Niger et 700 km en Algérie (soit 1800 km au total), sachant que ce gazoduc est d'une longueur globale de 4.128 km, dont 1.037 km en territoire nigérian, 841 km au Niger et 2.310 km en Algérie, en s'appuyant sur des infrastructures déjà existantes, ce qui facilitera l'acheminement du gaz. En août dernier, M. Arkab s'était déplacé, à la tête d'une importante délégation ministérielle et des responsables du secteur des hydrocarbures, à Niamey au Niger, pour évoquer avec les autorités nigériennes les différents aspects de ce projet. Cette visite avait été précédée par la tenue de trois réunions ministérielles triparties, dont la dernière en juillet 2022 à Alger, et qui avait abouti à la signature d'un mémorandum d'entente. Ce mémorandum portait sur le lancement de la construction du TSGP, un projet inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du NEPAD et qui constitue pour l'Algérie un exemple de la volonté des trois partenaires de "mettre en place une infrastructure régionale d'envergure internationale". Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait qualifié ce projet d'"œuvre africaine majeure" en soulignant l'aspiration de l'Algérie à approvisionner l'Afrique en électricité et à lancer des projets de voies ferrées reliant les pays africains au bassin méditerranéen. Il s'agit en fait d'un projet "viable, soutenable et rentable sur les plans économique et financier", selon le ministre des Finances, Laaziz Faid. Ce gazoduc est "très important, c'est un investissement que nous soutenons et que l'Union Africaine soutient", avait déclaré le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina. Le TSGP permettra, une fois opérationnel, d'alimenter les pays du Sahel en raccordant les champs gaziers du Nigeria, à partir de Wari sur le fleuve Niger, au réseau algérien pour écouler la production gazière nigériane, sur les marchés locaux et européens. Ce projet bénéficiera ainsi de toutes les opportunités offertes par l'Algérie en matière d'infrastructures, notamment le réseau de transport, les complexes de gaz naturel liquéfié (GNL) et les infrastructures de pétrochimie ainsi que la position géographique proche des marchés de gaz internationaux. Il s'agit, d'après de nombreux experts, d'une importante opportunité à saisir par les trois pays concernés, d'autant plus que les coûts et les délais de réalisation sont "les plus compétitifs".

ENERGIE

Le 12e NAPEC du 14 au 16 octobre à Oran

Le 12e Salon "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC 2024) se tiendra du 14 au 16 octobre au Centre des conventions d'Oran (CCO), ont indiqué, hier, les organisateurs dans un communiqué.

Placée sous le thème «Equilibrer les hydrocarbures et les énergies propres : vers un mix énergétique efficace», cette édition réunira des opérateurs du secteur pétrolier et gazier, et des fournisseurs de produits et services en relation avec les secteurs des hydrocarbures et de l'énergie des quatre coins du monde.

«L'intérêt renouvelé et manifesté pour le marché algérien souligne non seulement son potentiel stratégique, mais aussi sa capacité à attirer les investissements les plus ambitieux, assurant ainsi un avenir énergétique durable et prospère», lit-on dans le communiqué.

Cette année, la 12e édition du NAPEC abordera un éventail de thématiques clés, visant à catalyser la transformation énergétique mondiale, et explore les défis et les opportunités liés à la transition énergétique (..) en mettant en lumière le rôle des énergies fossiles dans le paysage énergétique futur, selon les organisateurs.

La participation renforcée du ministère de l'Energie et des Mines, du Groupe Sonatrach et de Alnaft «démontre leur soutien stratégique au développement et à la transformation du secteur énergétique algérien», a-t-on ajouté, relevant que leur implication active souligne l'importance qu'ils accordent à l'innovation technologique, à la transition énergétique, à la décarbonisation et au renforcement des partenariats internationaux, «positionnant ainsi l'Algérie comme un acteur majeur sur la scène mondiale de l'énergie». Plusieurs événements de grande envergure se dérouleront en parallèle au NAPEC 2024, avec des annonces de partenariats stratégiques majeurs et la conclusion d'accords de coopération d'ampleur internationale, bilatérale et multilatérale, a-t-on noté. Le rôle croissant de l'hydrogène comme vecteur clé de la transition énergétique sera également au centre des discussions et des partenariats internationaux. «L'Algérie, grâce à ses vastes ressources naturelles et à son cadre réglementaire favorable, devient une destination stratégique pour les acteurs internationaux du secteur des hydrocarbures», indiquent les organisateurs de cette manifestation internationale, ajoutant que « l'Algérie propose un terrain unique pour l'investissement, tant dans les hydrocarbures traditionnels que dans les énergies propres».

R E.

MONNAIES

Le dollar en hausse

Le dollar s'apprécie mardi face à de nombreuses devises, entraîné par des déclarations du président de la Réserve fédérale américaine (Fed) allant dans le sens d'une moindre réduction des taux d'intérêts directeurs que celle anticipée par les investisseurs. Le billet vert s'élève de 0,37%, à 1,1093 dollar pour un euro face à la monnaie unique. Il s'apprécie également face à la livre britannique (+0,36%) et au franc suisse (+0,10%). Lors d'un discours prononcé devant la National Association for Business Economics lundi, le président de la Fed, Jerome Powell, a souligné que la Fed ne suivait pas de "cap prédéfini", mais a laissé entendre que deux baisses de taux d'un quart de point pourraient encore avoir lieu cette année si l'économie évolue comme prévu. Ces propos contrastent avec les attentes des opérateurs, qui tablent sur des réductions d'au moins 0,75 point de pourcentage au total d'ici la fin de l'année. La probabilité d'une réduction des taux de 0,5 point de pourcentage en une seule fois, lors de la prochaine réunion de novembre, "a largement décliné après le discours prudent de Jerome Powell lundi", soulignent des analystes, précisant que les chances d'un tel scénario sont moins importantes dans les estimations des investisseurs. Entre inflation et chômage, "les risques (sur l'économie, ndlr) sont doubles et nous continuerons de prendre nos décisions réunion par réunion", a martelé le patron de la Fed dans son discours. Dans le même temps, les investisseurs s'attendent à une baisse des taux plus rapide de la Banque centrale européenne (BCE). La publication d'un rapport sur l'emploi aux Etats-Unis vendredi pourrait, si les résultats sont positifs, encourager le redressement du dollar par rapport aux autres monnaies, car la lutte contre l'inflation par le maintien de taux élevés deviendrait la priorité économique.

PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Aoun instruit de faciliter l'enregistrement des médicaments

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a donné, avant-hier à Alger, des instructions à l'effet de faciliter l'enregistrement des médicaments via la plateforme numérique dédiée à cette opération, a indiqué un communiqué du ministère. Ces instructions sont intervenues lors de la visite de M. Aoun à l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) où il a discuté, par visioconférence, avec les directeurs centraux et les directeurs des annexes régionales de Constantine et d'Oran, et écouté les différents exposés présentés par ces responsables ainsi que les préoccupations des travailleurs, précise le communiqué. Le ministre a donné plusieurs orientations et instructions à l'effet d'"accélérer l'enregistrement des médicaments sur la plateforme numérique", appelant à "développer davantage cette plateforme pour faciliter l'opération et la prise en charge de tous les dossiers dans les plus brefs délais", lit-on dans le communiqué. Dans ce cadre, le ministère a fait état de 2708 dossiers traités et de 1568 quotas de médicaments libérés entre janvier et août 2024. Il a en outre ordonné de suivre l'ensemble des annexes régionales, notamment en matière de formation des travailleurs dans les différentes spécialités, ajoute le communiqué, qualifiant cette démarche d'"étape importante pour atteindre le principal objectif, celui d'assurer la qualité". A l'entame de sa visite d'inspection à l'ANPP, qui s'inscrit dans le cadre de la série de visites effectuées aux différents groupes publics et entreprises privées relevant de son secteur, M. Aoun s'est rendu au laboratoire de l'ANPP, où il a souligné que cette structure qui entrera en service "avant la fin du mois d'octobre prochain" est "l'un des grands laboratoires en Afrique". S'étendant sur une surface de 1200 m², le laboratoire de l'ANPP qui compte sept (7) unités, sera doté de technologies de pointe afin de s'acquitter de ses missions: le contrôle des médicaments, des équipements médicaux et des vaccins.

SONELGAZ- ELSEWEDY ELECTRIC ALGERIA

Les opportunités de partenariat examinées

Le Président-directeur général (PDG) du Groupe "Sonelgaz", Mourad Adjal a reçu, lundi, une délégation de cadres dirigeants de la société "Elsewdy Electric Algeria", conduite par le PDG de la société, Mostafa Elhalwani, avec lequel il a discuté des dossiers de partenariat entre les deux parties, ainsi que des opportunités de son approfondissement, a indiqué un communiqué du Groupe. Lors de la réunion tenue à la Direction générale de Sonelagaz, en présence de nombre de cadres dirigeants des deux sociétés, M. Mostafa Elhalwani a exprimé ses remerciements pour "le soutien apporté par Sonelgaz à la société Elsewedy Electric, un soutien qu'il considère comme l'une des clés de réussite du Groupe Elsewedy en Algérie et à l'étranger". A ce titre, M. Elhalwani a exposé les nouvelles orientations de la société, notamment en ce qui a trait au grand projet que la société tend à réaliser en Algérie et qui requiert, selon lui, "l'accompagnement par Sonelgaz, notamment en termes de son approvisionnement en énergie, au regard de son importance majeure, particulièrement en matière de création de nouvelles opportunités de travail et d'augmentation de la valeur des exportations de l'Algérie", lit-on dans le communiqué. De son côté, M. Adjal a loué la performance de la société "Elsewedy Electric Algeria", ainsi que le respect de ses engagements vis-à-vis de Sonelgaz, notamment en ce qui a trait à la fourniture des câbles et des équipements électriques. Il a, en outre, affirmé "la nécessité de lancer, sans délai, la mise en œuvre du nouveau plan d'action", particulièrement en ce qui concerne la satisfaction des dernières commandes qui devront contribuer aux préparatifs de la saison estivale 2025, estimant que c'est "notre priorité actuellement dans le dossier de la coopération entre les deux parties". M. Adjal a également évoqué la proposition de travailler pour approfondir le partenariat entre "Elsewedy Electric Algeria" et "Sonelgaz", à travers son bras industriel qui est la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), "un partenariat sur lequel mise M. Adjal, en vue d'ouvrir des perspectives d'exportation des produits SAIEG", précise le communiqué.

PÉTROLE

Le Brent à 70 dollars à Londres

Les cours du pétrole fléchissent mardi, la perspective d'une hausse de l'offre avec l'imminence de la réouverture du robinet d'or noir en Libye limitant la montée des risques géopolitiques. Vers 10H30, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, baissait de 2,12% à 70,18 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, perdait 2,33% à 68,58 dollars. Selon les analystes, le marché pétrolier semble confiant, malgré les tensions au Moyen-Orient, dans le fait que les exportations de pétrole du golfe ne seront pas affectées. Les cours sont à l'inverse plombés par des informations de la presse financière selon lesquelles la Libye "pourrait restaurer des exportations de brut" mardi. Par ailleurs, les perspectives d'une réduction des taux de la Réserve fédérale (Fed) de moindre ampleur qu'attendu d'ici la fin de l'année soutiennent le dollar, devise utilisée de préférence pour les achats de pétrole, ce qui tire les cours vers le bas. L'hypothèse privilégiée par les investisseurs d'une baisse de 0,75 point de pourcentage au total d'ici la fin de l'année a en effet été tempérée lundi par le patron de la Fed, Jerome Powell, qui a réaffirmé que le scénario central de l'institution monétaire restait celui de deux baisses consécutives de 0,25 point de pourcentage, en novembre et décembre, soit 0,50 point au total.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Octobre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	90	110	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	99	115	82	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف	
	Ail sec	403	464	342	الثوم الجاف	
	Carotte	82	92	73	الجزر	
	Navet	114	127	101	لفت	
	Poivron	113	127	99	الفلفل الاخضر	
	Piment	132	149	114	الفلفل الحار	
	Courgette	168	185	152	الكوسة	
	Haricot vert	243	271	215	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	145	160	130	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	384	492	277	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	536	674	398	التمر	
	Melon	99	111	87	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	89	97	81	البطيخ الاحمر	
	Poire	398	495	302	الاجاص	
	Raisin	199	253	145	العنب	
	Banane	440	458	423	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1803	1943	1662	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	453	465	440	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	93	98	87	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

LA CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES LANCÉE

Le défi «réalisable» de l'autosuffisance alimentaire

Sciences et organisation, sont les maitres mots pour, une agriculture réussie. L'Algérie s'est fixée comme but de s'auto-satisfaire en agriculture et particulièrement pour les céréales, tous types confondus. La réussite ne devant pas être une question de hasard, tous les spécialistes s'accordent à dire, qu'il est essentiel d'avoir recours à une agriculture pensée en tant que telle, avec la science mise en avant. Un avis partagé par Arezki Mekliche Professeur et maitre de conférence à l'Institut nationale d'agronomie.

Par Réda Hadi

En effet, pour cet expert qui s'est exprimé chez nos confrères, le but pour atteindre notre autosuffisance, est un objectif réalisable pour peu que soient réunies toutes les conditions préalables. Pour l'intervenant, il faut avant tout savoir quoi semer, où et comment.

Si la volonté tant politique que professionnelle y sont, il faut procéder d'une manière scientifique, en ce sens que l'on ne doit pas se suffire d'élargir l'espace emblavable, mais d'introduire aussi et surtout la science pour définir les variétés cultivables ainsi que l'exploitation des techniques modernes d'irrigation dans le contexte climatique critique que subit notre agriculture ».

Pour cet expert, pour atteindre l'autosuffisance, quatre objectifs ambitieux sont à réaliser, à savoir l'élargissement des espaces irrigués, une irrigation rationnelle, l'amélioration de la productivité et l'adaptation des cultures aux microsystèmes. Aussi, lors de son intervention Arezki Mekliche a fait le constat que des agriculteurs, en possession de gros moyens (tracteurs puissants, par exemple) ont achevé de labourer le sol et peuvent commencer à semer dans les quatre coins du pays sans attendre la pluie. Or pour lui, la réussite dépend aussi de la manière dont sont organisés nos agriculteurs. Nonobstant, le fait que ceux-ci doivent au préalable avoir réunis toutes les semences nécessaires et adaptées à leur production et en temps voulu, ils doivent pour gage de réussite,s'organiser en coopératives pour avancer, sans attendre la pluie, expliquant que la quantité d'eau dépend des régions et des espèces. «Il faut commencer par les cultures fourragères comme l'avoine, l'orge et le triticale pour qui le climat est favorable à produire de la biomasse et ont besoin des pluies en avril-mai », conseille-t-il. En projection de l'autosuffisance du blé, l'expert évoque l'autosuffisance en orge à laquelle les pouvoir publics ont réservé un espace d'un million d'hectares. « Parmi les autres céréales, l'orge est moins capricieuse en eau et moins sensible à la qualité du sol », fait-il observer, s'interrogeant « pourquoi on a pu atteindre notre autosuffisance en la matière avec cette culture facile, alors qu'avec notre climat, notre sol ne devait jamais manquer d'orge ? ».

La cartographie négligée

Revenant sur la feuille de route pour réaliser l'autosuffisance en matière céréalière, l'expert souligne que « le vrai challenge des pouvoirs publics est de s'investir pour exiger le respect des microsystèmes ». « Les agriculteurs ne doivent pas cultiver n'importe quoi n'importe où », avise-t-il, soulignant qu'« il ne faut pas cultiver le blé où pousse l'orge en abondance dans un climat à faible pluviométrie ». « Il faut appliquer à la lettre à l'itinéraire technique tracé par le comité et veiller à le faire respecter », préconise le professeur.

Il faut aussi, dit-il, exploiter des sources en complément d'irrigation en puisant dans l'eau épurée et les eaux des retenues colinéaires, ainsi que l'utilisation des pivots même dans les petits espaces (3 hectares par exemple) pour économiser beaucoup d'eau.

Pour rappel, pour cette campagne, 3.7 millions d'hectares sont à cultiver, un chiffre en hausse par rapport aux années précédentes et ce, en prélude à une autosuffisance en blé dur en produisant en 2025 quelque 1.5 million de tonnes de blé.

Pour cela, l'Etat a tout mis en place tel les engrais, les semences et d'énormes facilitations pour les agriculteurs, encore faut-il que ces derniers doivent se solidariser via des coopératives pour travailler en commun, afin d'améliorer leurs productions d'année en année, avec l'espoir d'une bonne pluviométrie.

AÏN TEMOUCHENT

La station de dessalement de l'eau de mer à l'arrêt pour travaux de maintenance

La station de dessalement de l'eau de mer de Chatt El Hilal (wilaya d'Aïn Temouchent) est à l'arrêt, depuis ce mardi, pour des travaux de maintenance périodiques, a-t-on appris du directeur de wilaya des ressources en eau, Boualem Hadjidj. La période d'arrêt de la station de dessalement de l'eau de mer de Chatt El Hilal (commune de Sidi Benadda) durera, à titre exceptionnel, une semaine, a ajouté le même responsable. Le barrage de Dziouia de la commune de Aïn Tolba dispose, actuellement, de 800.000 m3 d'eau et il est question de fournir 60.000 m3/jour pour alimenter les communes de la wilaya, durant la période d'arrêt de l'activité de cette station, a ajouté M. Hadjidj. Parallèlement, une coordination est en cours avec l'Algérienne des eaux (ADE) pour mettre au point un programme exceptionnel pour prendre en charge l'alimentation de l'ensemble des communes de la wilaya d'Aïn Temouchent en eau potable, en mobilisant des camions dotés de citernes, durant toute la période de l'arrêt de cette infrastructure. La station de dessalement de l'eau de mer de Chatt El Hilal est le fournisseur principal des communes de la wilaya d'Aïn Temouchent en eau potable, où la capacité de production est de 200.000 m3/j, répartis sur les wilayas d'Aïn Temouchent et Oran. l'arrêt de l'activité de cette station affectera aussi l'alimentation des communes de l'Ouest de la wilaya d'Oran, signale-t-on.

ZITOUNI REÇOIT LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UGCAA

L'approvisionnement et la régulation du marché au menu

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations Tayeb Zitouni a reçu le Secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, avec qui il a passé en revue les dossiers relatifs à l'approvisionnement et la régulation du marché, indique un communiqué du ministère. Tenue lundi au siège du ministère, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "l'approche participative adoptée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations avec les différents partenaires socio-professionnels", selon le communiqué. Outre l'approvisionnement du marché, la réunion a été également consacrée aux "préparatifs en cours pour le mois de Ramadan afin d'assurer la disponibilité des produits de large consommation à des prix abordables dans l'objectif de prévenir les pénuries sur les marchés". A ce propos, le ministre a ordonné "la mise en place de workshops spécialisés en collaboration avec l'UGCAA, à l'effet de concrétiser les décisions et orientations du président de la République, visant le renforcement de la sécurité alimentaire et la régulation du marché, notamment durant les périodes exceptionnelles tel que le Ramadhan". Il a, en outre, insisté sur "la mise en œuvre efficace de ces instructions en prenant les mesures nécessaires à même d'assurer la disponibilité des produits de base à des prix raisonnables et de soutenir la production nationale", ajoute le communiqué. Aussi, M. Zitouni a souligné l'importance d'une coordination permanente entre le ministère et l'Union pour la distribution des produits de base et le contrôle de leur prix dans l'objectif de garantir la stabilité du marché et de protéger, ainsi, le pouvoir d'achat du citoyen. Le SG de l'UGCAA a, de son côté, rappelé le rôle de l'Union qui "œuvre constamment à conscientiser les commerçants et les artisans sur le respect impératif des lois et règlementations pour contribuer à la stabilisation du marché au profit de l'intérêt général", note le communiqué.

COLLOQUE SUR LA RSE EN ALGÉRIE

Une vision pour un avenir durable

Par Mourad A.

Pour assurer un développement durable, en alignant la performance économique avec le bien-être social et la protection de l'environnement, il est crucial pour les entreprises de développer le concept de la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), qui intègre des préoccupations sociales, environnementales et éthiques dans leurs activités. Un premier colloque sur la RSE en Algérie a été organisé hier à Alger, placé sous le thème : «La RSE, vecteur du développement durable et d'un management responsable». Cet événement de deux jours réunit experts et décideurs autour des enjeux cruciaux du développement durable, dans un contexte où la transition écologique et sociale s'impose. L'ouverture a été marquée par l'intervention du Pr Mustapha Cherif, philosophe et professeur des universités, durant cette première journée qui a pour objectif de mettre en lumière les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, abordant des thématiques comme la transition énergétique, l'efficacité écoénergétique, l'agroécologie et la lutte contre la corruption. Il a souligné l'importance de l'éthique dans la gestion des entreprises. Selon lui, la RSE doit être un pilier pour renforcer les liens sociaux et favoriser une société plus inclusive, tout en recentrant l'humain dans les décisions de développement, face à la déshumanisation croissante du monde des affaires. Lors du premier panel, Pr Med Cherif Belmihoub, consultant en développement institutionnel et Management a évoqué la culture de l'évaluation des politiques publiques en Algérie. Il a insisté sur le fait que l'évaluation est souvent perçue de manière punitive, alors qu'elle devrait servir à l'amélioration continue et à l'apprentissage pour mieux mesurer les impacts à long terme. À travers des exemples tels que l'agriculture saharienne et la production d'acier vert, l'ancien ministre de la de la prospective et membre du CNESE a illustré la complexité d'évaluer des projets impliquant plusieurs acteurs et des enjeux écologiques. Il a appelé à une meilleure diffusion de la culture de l'évaluation, en formant davantage de fonctionnaires et d'acteurs de la société civile. Pour sa part, Pr Azzedine Belkacem-Nacer a abordé la question des rééquilibrages territoriaux en Algérie. Il a proposé la décentralisation comme un levier essentiel pour mieux territorialiser les ODD, tout en soulignant l'importance de la transformation numérique et de la démocratie participative pour renforcer l'implication des populations locales dans les projets de développement durable. Il a toutefois averti que cette transformation ne doit pas créer de nouvelles formes d'exclusion, notamment dans les régions reculées. La consultante Chahrazed Dahache a, pour sa part, présenté une analyse approfondie des indicateurs de suivi des ODD. Elle a mis en avant l'importance d'utiliser des outils fiables pour mesurer les progrès réalisés et aider à la prise de décision. Elle a également insisté sur le rôle clé des entreprises dans l'atteinte des ODD, notamment en améliorant leur efficacité énergétique et en adoptant des pratiques inclusives pour réduire les inégalités. La deuxième journée du colloque se concentrera sur la RSE et les normes internationales, telles que l'ISO 26000 et l'ISO 37001, avec des retours d'expérience d'entreprises algériennes. Ces discussions permettront de définir les stratégies nécessaires pour renforcer les pratiques de développement durable dans le secteur privé et public. L'objectif final du colloque est d'élaborer un cadre réglementaire rénové pour soutenir la RSE en Algérie de manière durable.

GHARDAIA

Lancement prochain de la réhabilitation de cinq structures culturelles

Une opération de réhabilitation de cinq (5) structures culturelles dans la wilaya de Ghardaia sera prochainement lancée, a-t-on appris lundi de la direction locale de la culture et des arts.
Cette opération de réhabilitation qui a nécessité une enveloppe de 140 millions de DA, a pour objectif de redonner à ces structures dégradées leurs rôle et place d'antan, a-t-on souligné.
Elle touchera le complexe culturel de la commune de Daya Bendahoua, qui s'étale sur une superficie de 4.700 m2, et englobe une salle de conférences de 200 places, une médiathèque, une salle de musique, des ateliers dédiés aux activités culturelles et artistiques et un espace de détente et de loisirs, a précisé à l'APS, l'architecte des biens culturels immobiliers, Rabah Cherak.
Elle concerne également la rénovation intérieure et extérieure de la bibliothèque de lecture publique de la commune de Guerrara et celles d'Oued Nechou et Bouhraoua (commune de Ghardaia), ainsi que le centre d'interprétation des biens culturels figure parmi les structures culturelles qui s'occupent de la préservation du patrimoine culturel matériel et immatériel de la région, a-t-il encore fait savoir.
Ces structures, devant être réceptionnées durant l'année 2025, contribueront, une fois opérationnelles, à promouvoir la scène culturelle et artistique de la région, a-t-on signalé de même source

JIJEL

Plus de 3,4 milliards DA pour parachever l'aménagement de la zone industrielle de Bellara

Une enveloppe financière de plus de 3,42 milliards DA a été octroyée pour le parachèvement de l'opération d'aménagement de la zone industrielle de Bellara, dans la commune d'El Milia (wilaya de Jijel), ont indiqué lundi les services de la wilaya.

Dans le cadre des efforts de parachèvement de l'opération d'aménagement de cette zone industrielle, son raccordement aux réseaux divers et sa protection contre les inondations, une enveloppe financière de plus de 3,42 milliards DA a été dégagée pour la concrétisation de nombre d'opérations, selon la même source. Il s'agit de la réalisation des travaux restant de revêtement en béton bitumineux des routes secondaires pour 830 millions DA et de la protection de la zone contre les inondations des deux côtés nord et sud pour plus de 380 millions DA, ont précisé les mêmes services. Le raccordement de la zone aux réseaux d'électricité et de gaz sera assuré pour plus de 2,2 milliards DA restant des opérations de raccordement du port de DjenDjen et du complexe sidérurgique qui seront répartis entre le raccordement au réseau d'électricité (1,96 milliard DA) et de gaz (247 millions DA), ont ajouté les services de wilaya. Le taux global d'avancement des travaux d'aménagement de cette zone ont atteint 92 %, selon la même source qui a noté que ce taux est de 95 % pour l'aménagement des routes et l'assainissement, 80 % pour le raccordement au réseau d'électricité et 75 % pour le raccordement au réseau de gaz

BOUMERDES

Hausse du taux de couverture en gaz naturel à près de 98%

Le taux de couverture de la wilaya de Boumerdes en gaz naturel a atteint près de 98% à la fin du premier semestre 2024, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'énergie. "Ces dix dernières années, la wilaya a réalisé une avancée notable en matière de raccordement au réseau de gaz naturel, en passant d'environ 50% en 2014 à près de 98% actuellement", a indiqué à l'APS le directeur local de l'énergie, Moussa Bibi, en marge du conseil exécutif de la wilaya consacré au secteur de l'énergie.
Il a ajouté que ce taux est appelé à dépasser les 99% à la fin de l'année en cours, grâce à la réception des projets de logements actuellement en réalisation dans les communes de Khemis El-Khehna, Chaâbat El-Amer, Timezrit, Afir et les villages de la commune des Issers et leur raccordement au réseau de gaz. Pour sa part, la responsable du service Gaz à la direction de l'énergie, HoudaKhelif, a souligné que le secteur œuvre à assurer cette énergie à tous les habitants de Boumerdes, à travers la mise en œuvre de programmes pour accompagner la croissance démographique.
Elle a fait part de l'affectation d'une enveloppe de plus de 200 millions de DA, au titre de l'exercice 2025, pour achever le raccordement de la totalité des nouveaux lotissements et régions de la wilaya. "Ce montant s'ajoutera à une enveloppe de plus de 30 millions de DA, également affectée à cet effet, à la fin de l'année dernière", a-t-elle précisé.
Le financement des projets de raccordement au réseau de gaz naturel à Boumerdes est assuré par des programmes de développement sectoriels et ceux de la Sonelgaz, a souligné la même responsable.

MÉDÉA

Plus de 60 interventions en chirurgie de la cataracte à l'EPH

Plus de soixante interventions en chirurgie ophtalmologique ont été réalisées au niveau de l'établissement public hospitalier Mohamed Boudiaf de Médéa à l'occasion de journées médico-chirurgicales organisées au profit des patients présentant de problème de la cataracte, a-t-on appris lundi auprès de la direction de cet établissement hospitalier. Selon le directeur de l'EPH de Médéa, Abdallah Bouragaa, une première vague de soixante personnes a été opérée de la cataracte dans le cadre des journées médico-chirurgicales qui ont débuté, dimanche, et devront se poursuivre encore plusieurs jours.
Il a ajouté que son établissement espère prendre en charge un nombre plus important de patients qui ont un problème de la cataracte (baisse de la vision provoquée par la diminution de la cornée ou du cristallin de l'œil) et qui figurent sur la liste d'attente des personnes nécessitant ce type d'intervention chirurgicale.
"Le but de ces journées médico-chirurgicales est de permettre d'améliorer la vision des patients et de mettre les compétences médicales locales au profit de la santé du citoyen", a-t-il conclu.

BLIDA

Des chantiers de nouvelles installations sportives bientôt lancés

Les travaux de réalisation de nouvelles installations sportives seront prochainement lancés à travers la wilaya de Blida pour l'accueil des compétitions locales et nationales, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).
Il s'agit du lancement "dans les prochains jours" des chantiers de nouveaux projets, dont ceux ayant bénéficié d'une levée de gel, afin de renforcer les structures existantes et promouvoir la pratique sportive, a indiqué le DJS Mohamed Amine Bakhti.
Il a cité parmi ces projets, la réalisation d'une salle omnisports d'une capacité de 500 places dans la commune de Meftah (extrême Est de la wilaya) comptant des milliers de nouvelles unités de logements réalisées dans les nouveaux pôles urbains "Sefsaf" et "HaouchErrih".
En outre, des travaux d'extension sont prévus au stade communal de Larbaâ (à l'Est) pour relever sa capacité d'accueil avec près de 2.000 places supplémentaires, outre la réalisation de vestiaires conformes aux normes de la FIFA, selon la même source.
Les communes d'OuledSlama et Ben Khelil (Est de Blida) verront, à leur tour, le lancement de deux nouveaux projets de salles de sport spécialisées destinées exclusivement aux entraînements, a ajouté M. Bakhti.
A Mouzaia (Ouest), un projet d'une salle omnisports sera bientôt lancé en travaux après avoir bénéficié d'une levée de gel, tandis que le complexe sportif de proximité de Berriane (Boufarik) fera l'objet de travaux d'aménagement.
A noter aussi que les travaux de pose de gazon synthétique lancés à travers de nombreux stades communaux seront achevés dans les prochains jours, selon la même source.

CONSTANTINE

Signature d'une convention de partenariat entre l'Université Frères Mentouri et l'agence NESDA

Une convention de partenariat a été signée entre l'Université Frères Mentouri (Constantine1) et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a annoncé mardi le recteur de l'établissement d'enseignement supérieur, Ahmed Bouras. La convention, signée à l'occasion de la rentrée universitaire 2024-2025, s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'ouverture de l'université sur son environnement en vue de rentabiliser davantage le cursus pédagogique des étudiants, par notamment le développement et la promotion de l'esprit entrepreneurial parmi les étudiants, a indiqué le responsable. Elle devra déterminer les modalités d'organisation, d'orientation et d'exploitation des énergies estudiantines et des capacités des diplômés universitaires en vue de leur faciliter l'accès au monde de l'entrepreneuriat, a précisé M. Bouras, qui a mis l'accent sur l'importance de ce genre de coopération dans la réussite du programme national de développement. Selon le responsable, la convention de partenariat constitue une "motivation" pour développer les idées innovantes et encourager le sens de l'entrepreneuriat parmi les étudiants appelés à adhérer et à contribuer aux efforts de développement national. La convention de partenariat devra permettre le soutien et l'accompagnement de l'innovation et de l'entrepreneuriat au sein de l'université via le centre de développement de l'entrepreneuriat, a-t-il expliqué.

ÉTATS-UNIS

La Chambre des représentants débloque $1,6 milliard pour diffuser de la propagande anti-chinoise à l'étranger

C'est en quelque sorte un crime quand la Russie prend les Etats-Unis comme cible, mais ce sont de bonnes « opérations d'information » quand Washington discrédite les initiatives des Routes de la Soie de Pékin dans le monde entier.

Par Marcus Stanley (*)

Depuis au moins 2016, l'ingérence étrangère dans les élections américaines et la société civile est devenue centrale dans le discours politique américain. La question est prise extrêmement au sérieux par le gouvernement américain, qui a imposé des sanctions et dénoncé les adversaires étrangers semant « la discorde et le chaos » par leurs efforts de propagande.

Mais apparemment, Washington ne voit pas les choses de la même façon lorsqu'il s'agit des opérations de propagande américaines dans les pays étrangers. Lundi dernier, la Chambre des représentants a adopté le projet de loi HR 1157, intitulé « Countering the PRC Malign Influence Fund », à une majorité bipartisane de 351 voix contre 36. Cette loi autorise le département d'État et l'USAID à débloquer plus de 1,6 milliard de dollars au cours des cinq prochaines années pour, entre autres, subventionner les médias et les sources de la société civile dans le monde entier qui luttent contre « l' influence néfaste » de la Chine à l'échelle mondiale. Il s'agit d'une dépense massive – environ deux fois, par exemple, les dépenses de fonctionnement annuelles de CNN. Si elle est adoptée, cette loi représentera également une forte augmentation des dépenses fédérales consacrées aux opérations d'influence internationale. Bien qu'il soit difficile de totaliser toutes les dépenses consacrées aux opérations d'influence des États-Unis dans les différentes agences, le principal organe de coordination des efforts d'information des États-Unis, le Global Engagement Center (GEC) du département d'État, dispose d'un budget annuel de moins de 100 millions de dollars.

Il n'y a évidemment aucun problème à ce que le gouvernement américain présente sa propre vision publique de ce que fait la Chine dans le monde, et qu'il le fasse avec autant de force que nécessaire. Mais ce projet de loi va plus loin en subventionnant les « médias indépendants et la société civile » ainsi que d'autres opérations d'information dans les pays étrangers. C'est d'ailleurs déjà une pratique courante. Le Global Engagement Center, qui jouera probablement un rôle important dans la mise en œuvre du projet de loi, consacre plus de la moitié de son budget à de telles subventions, et l'USAID, qui jouera également un rôle de premier plan, fait des subventions aux médias étrangers et aux organisations de la société civile un élément clé de ses efforts. La proposition de loi n°1157 donnerait un coup de fouet à ces programmes.

Il est important de noter que la loi HR 1157 ne semble pas exiger que le financement des médias étrangers par le gouvernement américain soit transparent pour les citoyens des pays étrangers (bien qu'il existe une obligation de signaler les subventions à certaines commissions du Congrès américain). Il est donc possible que le programme soit utilisé dans certains cas pour subventionner des messages anti-chinois clandestins, de la même manière que la Russie est accusée de financer clandestinement des messages anti-ukrainiens diffusés par des médias américains influents.

Ces messages anti-chinois pourraient couvrir un large éventail de questions politiques de base dans les pays étrangers. La définition de « l'influence malveillante » dans le projet de loi est extrêmement large. Par exemple, les fonds du programme pourraient soutenir tout effort visant à souligner « l'impact négatif » des investissements chinois dans l'économie et les infrastructures d'un pays étranger. Ils pourraient également financer des messages politiques à l'encontre d'entrepreneurs chinois participant à la construction d'un port, d'une route ou d'un hôpital, par exemple dans le cadre de l'initiative mondiale Routes de la Soie de Pékin.

Certaines dimensions des opérations d'information américaines pouvant être classifiées, il peut être difficile de se faire une idée complète de ce à quoi elles ressemblent en pratique. Mais un « document de vision » de 2021 sur les opérations psychologiques et les affaires civiles du Premier commandement des forces spéciales à Fort Bragg en donne un aperçu fascinant.

Le document présente une étude de cas (ou « vignette de compétition ») de ce que pourrait être un effort intégré pour contrer l'influence chinoise dans le pays africain fictif de Naruvu.

Dans cette vignette, les membres d'une équipe des affaires civiles des forces spéciales aperçoivent un panneau d'affichage représentant un port et des caractères chinois. Déterminant rapidement que les Chinois investissent dans un nouveau port en eau profonde à Naruvu, le 8e groupe Psyop du Centre de guerre de l'information (IWC) de Fort Bragg travaille avec des partenaires locaux et du gouvernement américain pour élaborer immédiatement une campagne d'influence visant à « discréditer les activités chinoises. »

La campagne d'influence « a permis à l'IWTF [Information Warfare Task Force], en coordination avec le JIIM [partenaires locaux et gouvernementaux américains], d'attiser les frictions de longue date entre les travailleurs de Naruvu et les entreprises chinoises. En l'espace de quelques jours, des manifestations soutenues par l'ODA [Special Forces Operations Detachment Alpha] de la CFT ont éclaté autour des sièges des entreprises chinoises et de leur ambassade à Ajuba. Simultanément, la campagne de médias sociaux menée par l'IWC a mis en lumière la controverse. »

Face à une campagne de propagande combinée et à une agitation ouvrière intense, l'entreprise chinoise est contrainte de renoncer à son projet de port. (La vignette se poursuit par une fin encore plus hollywoodienne dans laquelle les forces spéciales américaines pénètrent dans les bureaux de l'entreprise de construction, confisquent les plans du port et découvrent qu'il s'agit en fait d'un complot chinois visant à placer des missiles à longue portée à Naruvu afin de menacer les navires américains de l'Atlantique).

Cette étude de cas illustre les extrêmes que la guerre de l'information peut atteindre. Mais il s'agit bien sûr d'une fiction, et la plupart des opérations financées pour contrer l'influence chinoise seront beaucoup plus banales et moins cinématographiques. En effet, certaines ressembleront probablement aux activités que le gouvernement américain a sévèrement condamnées lorsque des gouvernements étrangers les ont financées dans l'espace de la société civile américaine, comme l'achat de médias sociaux ou le financement d'organisations favorables au point de vue de Washington.

Il n'en reste pas moins qu'il convient de réfléchir aux conséquences de ces efforts. Ils sont bien sûr susceptibles de faire paraître hypocrites les protestations américaines contre des activités similaires de gouvernements étrangers. En outre, l'injection d'un flot de fonds potentiellement non divulgués par le gouvernement américain dans des messages anti-chinois à travers le monde pourrait se retourner contre lui en faisant apparaître toute opposition organique à l'influence chinoise comme de la propagande du gouvernement américain financée en sous-main plutôt que comme l'expression authentique d'une préoccupation locale.

Dans la mesure où les opinions publiques de nombreux pays sont susceptibles de se méfier autant de l'implication des États-Unis que de la Chine dans leurs affaires intérieures, cela pourrait facilement discréditer une véritable opposition populaire à l'influence chinoise. Un exemple historique est le financement par Washington de groupes de la société civile russe qui ont critiqué l'intégrité des élections parlementaires russes de 2011. Cela s'est retourné en permettant à Poutine de dépeindre l'opposition comme des instruments d'un complot américain et cela a entraîné de fortes restrictions de l'activité américaine en Russie, y compris l'expulsion de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Un autre problème soulevé par la législation proposée est la possibilité que la propagande anti-chinoise financée par ce programme se répande dans l'espace médiatique américain et influence le public américain, sans que sa source de financement initiale ne soit révélée. Les protections contre le ciblage des audiences nationales par le gouvernement américain sont déjà faibles, et les protections existantes sont presque impossibles à mettre en œuvre dans un monde en réseau où l'information d'autres pays est à portée de clic des audiences américaines.

Il est facile d'imaginer que les médias étrangers financés par les États-Unis seront utilisés comme preuves dans les débats nationaux sur le rôle international de la Chine, ou même pour attaquer les voix américaines qui défendent une vision différente de la Chine, propagée par un gouvernement américain faucon. Pendant la présidence Trump, le Global Engagement Center (GEC) du département d'État, bénéficiaire probable d'un grand volume de ces fonds, a soutenu les attaques contre les critiques américaines de la politique iranienne de Trump. Plus récemment, des conservateurs du Congrès ont affirmé que le GEC avait préconisé la censure des voix conservatrices en désaccord avec les politiques étrangères de Biden.

L'écrasante majorité bipartisane pour le projet HR 1157 est un instantané d'une culture à Washington qui semble ne pas voir le risque pour les valeurs et les intérêts américains lorsque nous nous engageons dans les mêmes activités secrètes que nous critiquons dans d'autres pays.

(*) Directeur d'études au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Avant de rejoindre l'Institut Quincy, il a passé une dizaine d'années chez Americans for Financial Reform. Il est titulaire d'un doctorat en politique publique de Harvard, avec une spécialisation en économie.

Source : Les-Crises

La compagnie Qatar Airways souhaite acquérir 25% de sa concurrente Virgin Australia

Qatar Airways a dévoilé mardi une offre de prise de participation de 25% dans la compagnie aérienne en difficulté Virgin Australia, une opération qui pourrait bouleverser le marché australien dominé par Qantas. Le montant de l'opération, annoncée dans un communiqué commun des deux compagnies aériennes et du propriétaire de Virgin, Bain Capital, n'a pas été divulgué.
Les entreprises ont précisé que l'opération permettrait d'augmenter le nombre de vols directs entre Brisbane, Melbourne, Perth et Sydney d'un côté et Doha, ce qui améliorerait les liaisons entre l'Australie et l'Europe notamment.
Cet accord pourrait ébranler le marché australien du transport aérien, actuellement dominé par Qantas, accusé par ses détracteurs de pratiquer des tarifs trop élevés. «Les consommateurs australiens auront ainsi accès à des tarifs aériens encore plus avantageux et à un plus grand choix», ont affirmé Qatar Airways et Virgin Australia dans leur communiqué. L'accord doit être soumis à l'approbation des autorités réglementaires.
Par le passé, Qantas, grâce au soutien de Canberra, a déjà fait échouer des projets de Qatar Airways visant à augmenter le nombre de vols au départ de l'Australie. Ainsi, en 2023, le gouvernement australien de centre-gauche avait rejeté l'offre du Qatar de mettre en place 21 vols internationaux supplémentaires au départ et à destination de l'Australie. L'opposition avait accusé le gouvernement d'essayer de protéger Qantas de la concurrence, malgré ses bénéfices records.
«Nous pensons que la concurrence dans le secteur de l'aviation est une bonne chose et qu'elle permet de relever le niveau, ce qui profite aux consommateurs», a affirmé mardi le PDG de Qatar Airways, Badr Mohammed Al-Meer, cité dans le communiqué. «Cet accord contribuera également à soutenir l'emploi, les entreprises et l'économie australienne dans son ensemble», a-t-il souligné.

FHS WORLD 2024

Vers des pratiques hôtelières durables

Le Future Hospitality Summit World revient à Dubaï du 30 septembre au 2 octobre à Madinat Jumeirah, promettant trois jours d'idées, de réseautage et d'annonces dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme.

Cette édition, la plus importante à ce jour, réunira plus de 1 500 chefs de file du secteur et plus de 110 intervenants de renom, ce qui facilitera les discussions dynamiques et les possibilités de réseautage. Jonathan Worsley, président de The Bench et organisateur du FHS World, a déclaré à Arab News: «Le Future Hospitality Summit s'est développé d'année en année depuis sa création, passant d'un événement purement axé sur le Moyen-Orient – la très appréciée Arabian Hotel Investment Conference – à un sommet de premier plan qui attire plus de 1 500 délégués internationaux et met l'industrie mondiale sous les feux de la rampe.»
Il a ajouté: «En tant qu'événement le plus important et le plus audacieux à ce jour, le FHS World 2024 reflète la croissance continue du secteur de l'hôtellerie et du tourisme et l'évolution du FHS en tant qu'événement de premier plan dans son genre.»
Sous le thème «Investir dans notre avenir», le sommet abordera des questions cruciales qui façonnent le paysage mondial de l'hôtellerie, en mettant l'accent sur l'innovation, la durabilité, la technologie et les opportunités d'investissement. M. Worsley a souligné l'importance de l'investissement et des partenariats: «Le thème de cette année met l'accent sur l'investissement, l'innovation et la durabilité.»
Il explique: «Chaque année, nous travaillons avec notre conseil consultatif très expérimenté qui nous guide sur les sujets, les intervenants et le format de l'événement afin de nous assurer que nous faisons venir les bonnes personnes pour discuter des facteurs les plus importants affectant l'industrie hôtelière et ajouter le plus de valeur possible aux acteurs de l'industrie présents.»
Le programme de cette année comprend plus de 40 sessions réparties sur 20 modules de conférence sur quatre scènes dédiées: Sommet, Avenir, Exposition et Innovation. Les thèmes abordés seront les questions environnementales, sociales et de gouvernance, le développement durable, le capital humain, l'immobilier, la technologie, l'image de marque et la culture.
M. Worsley a fait remarquer que l'accent mis sur la durabilité s'est intensifié chaque année. L'ordre du jour de l'édition 2024 comprend des modules dédiés où les idées des experts guideront le développement de modèles d'entreprise durables qui donnent la priorité à la gestion de l'environnement tout en améliorant la rentabilité.
Le sommet proposera également des panels traitant de sujets urgents tels que l'expansion du tourisme avec des empreintes durables, la décarbonisation et la mise en place d'une hôtellerie positive nette, s'alignant sur le mouvement mondial vers des pratiques commerciales responsables.
Une session intitulée «Greening Hospitality: La conformité aux lois ESG ayant un impact sur la valeur de l'immobilier hôtelier» souligne l'importance croissante des normes environnementales dans le monde entier.
Hala Matar Choufany, présidente de HVS pour le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie du Sud, a déclaré: «La conformité en matière de développement durable est l'un des plus grands défis auxquels est confrontée l'industrie hôtelière, car les gouvernements et les investisseurs font pression pour que les normes environnementales soient plus strictes.»
FHS World 2024 se plongera dans la technologie et l'innovation, Worsley soulignant: «L'intelligence artificielle, l'Internet des objets et l'automatisation transforment notre industrie en profondeur. FHS World montrera comment la technologie améliore tout, de l'efficacité opérationnelle à la personnalisation des clients.» Choufany a ajouté: «Les technologies émergentes comme l'IA et l'IoT transforment les opérations hôtelières en améliorant l'efficacité, en réduisant les coûts et en améliorant l'expérience des clients. L'IA permet aux opérateurs hôteliers d'utiliser l'analyse prédictive pour prévoir l'occupation, ajuster le personnel et optimiser l'inventaire, tandis que les algorithmes de tarification dynamique aident à maximiser les revenus.»
Des experts tels que Nicolas Nasra de Colliers discuteront du potentiel de transformation de l'IA dans les opérations hôtelières, et Piergiorgio Schirru de Blastness soulignera l'importance des systèmes de gestion des revenus pour garantir des prix compétitifs sur le marché. M. Worsley a ajouté que «la robotique et l'IA générative occuperont également le devant de la scène en tant qu'outils permettant de créer des systèmes plus efficaces; toutefois, il est essentiel de discuter des aspects de ces nouvelles technologies liés à l'éthique et à la protection des données».
Le sommet ne mettra pas seulement l'accent sur les avancées technologiques, mais aussi sur la durabilité et les voies à suivre pour atteindre les objectifs de consommation zéro émissions nettes. Inge Huijbrechts, responsable de la durabilité et de la sécurité chez Radisson Hotel Group, ainsi que des dirigeants de marques telles que Hilton et Accor, étudieront comment les hôtels peuvent tirer parti de plateformes axées sur les données pour suivre, rendre compte et minimiser leur empreinte carbone.
M. Worsley a mis l'accent sur les principales présentations, notamment «La décarbonisation et la voie vers le zéro émissions nettes», «L'hospitalité positive nette» et «Diriger avec un objectif: engagement envers les personnes, la planète et le profit».

CHIMIE

L'émirati Adnoc va racheter l'allemand Covestro pour 12 milliards d'euros

Le fabricant allemand de plastique et de produits chimiques Covestro a annoncé mardi avoir accepté une proposition de rachat par la compagnie nationale pétrolière émiratie Adnoc, valorisant le groupe à près de 12 milliards d'euros. Avec cette opération, la compagnie nationale pétrolière des Émirats arabes unis met la main sur l'un des fleurons du secteur allemand de la chimie, un nouveau signe de la faiblesse de la première économie européenne confrontée à une crise de son modèle industriel.
Cet accord d'investissement, d'une durée allant jusqu'à fin 2028, «stipule que l'offrant lancera une offre publique d'achat pour toutes les actions en circulation de Covestro à un prix de 62,00 euros par action», indique un communiqué. Covestro «accueille et soutient l'offre publique d'achat», qui représente une prime d'environ 54% par rapport au cours de clôture de l'action Covestro du 19 juin 2023, la veille des premières rumeurs de marché concernant une potentielle transaction, selon un communiqué séparé d'Adnoc.
La chimie allemande, qui a des poids lourds comme BASF ou Bayer, traverse une longue crise industrielle liée au renchérissement des coûts de l'énergie et à la faiblesse de la demande. Après cette annonce, le cours du chimiste allemand gagnait 3,50% à 58,0 euros peu de temps après l'ouverture de la séance à la Bourse de Francfort, dont l'indice DAX était en hausse de 0,15%.
Ce rachat «constitue un pilier essentiel de la stratégie de croissance d'Adnoc International visant à devenir un des cinq plus grands acteurs mondiaux dans le secteur des produits chimiques», selon le groupe émirati. Covestro a vocation à devenir la plateforme de base pour les matériaux de performance et les produits chimiques de spécialité d'Adnoc International.
Le portefeuille de produits de Covestro donne aussi accès aux marchés finaux, notamment les véhicules électriques, l'isolation thermique et les adhésifs. La compagnie nationale Adnoc est le géant pétrolier des Émirats arabes unis, qui compte parmi les premiers exportateurs de brut au monde.
Son patron, Sultan Al Jaber, a notamment été président de la COP28. Adnoc s'est par ailleurs engagé à soutenir la croissance de Covestro en participant à une augmentation de capital équivalente à 10% du capital actuel de l'entreprise allemande, ce qui lui fournira des fonds supplémentaires de 1,17 milliard d'euros.

CANAL DE SUEZ PARTENARIAT

La baisse des recettes hypothèque l'objectif 2025 de 13 milliards $

Depuis le début des attaques houthies, le Cap de Bonne-Espérance est devenu, malgré son trajet plus long, une alternative au Canal de Suez dont les revenus s'émiettent de plus en plus.
L'Egypte semble s'éloigner de plus en plus de l'objectif de 13 milliards USD de recettes prévu pour les activités du Canal de Suez à l'horizon 2025, en raison de la baisse notable des revenus depuis le début du conflit armé dans le golfe d'Aden. Depuis janvier 2024, les pertes du Canal sont chiffrées à près de 6 milliards USD, soit environ 50 à 60% de ses recettes d'après le président Abdel Fattah Al-Sissi, cité par la presse locale. Pour l'exercice en cours, l'autorité du canal de Suez (SCA) projetait 9 milliards USD de revenus, après avoir indiqué une baisse de 23,4% à l'issue de l'exercice 2023/2024, clôturé le 30 juin. 20 148 navires ont été enregistrés sur cette période, contre 25 911 sur l'exercice 2022/2023. Les déclarations d'Abdel Fattah Al-Sissi sont faites dans un contexte d'escalade des tensions dans le golfe d'Aden ces dernières semaines, malgré les efforts d'une coalition navale dirigée par les États-Unis pour contrer les attaques sur les navires. Selon le chef d'Etat égyptien, la situation accroît l'impasse sur les objectifs de recettes de ce passage maritime stratégique, de même que sur l'économie nationale en général.

CÔTE D'IVOIRE

1800 Fcfa le kg de cacao pour la campagne principale 2024/2025

La Côte d'Ivoire fournit 45 % du cacao mondial. Après le Ghana vers la mi-septembre, la nation éburnéenne vient aussi d'augmenter le prix aux producteurs pour l'année cacaoyère 2024/2025.

En Côte d'Ivoire, les producteurs de cacao percevront 1 800 Fcfa par kg durant la campagne principale 2024/2025 qui s'ouvre ce mardi 1er octobre.
L'annonce a été faite par Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture en marge de la clôture de la 9ème édition des Journées nationales du chocolat et du cacao (JNCC) qui se tenaient du 28 au 30 septembre au Parc des expositions d'Abidjan. Le tarif est en hausse de 20 % par rapport au tarif appliqué durant la campagne intermédiaire d'avril à septembre 2024.
S'il marque également une amélioration de 80 % par rapport au prix appliqué durant la précédente campagne d'octobre 2023 à mars 2024 (1 000 Fcfa), il faut noter qu'il reste largement en deçà des attentes exprimées par les producteurs qui misaient sur un tarif compris entre 2 000 et 3 000 Fcfa pour le kilogramme dans un contexte de hausse des prix.
Les cours mondiaux du cacao ont en effet grimpé de plus de 80 % depuis le début de l'année. Le prix fixé actuellement représente en outre environ 43 % du prix mondial actuel à Londres qui a tourné autour de 5 268 livres (7 046 $/tonne) à la clôture de la séance le 30 septembre.
Avec cette annonce d'un tarif à la tonne de 1,8 million Fcfa (3 055 $), les autorités ivoiriennes s'alignent plus ou moins sur le Ghana où les prix ont été augmentés de 45 % à 48 000 cédis la tonne (3 041 $).
Si d'après les observateurs cette situation devrait réduire la contrebande entre les deux pays, la relative faiblesse des prix pourrait en revanche stimuler les envois illégaux vers d'autres pays comme le Libéria, la Guinée, le Togo, le Burkina Faso ou même le Mali comme observés durant la saison écoulée.
En 2023/2024, le Ghana a ainsi perdu 160 000 tonnes de cacao, selon le Cocobod alors que selon les estimations relayées par Bloomberg, les pertes pour la Côte d'Ivoire sont estimées entre 150 000 et 200 000 tonnes durant la même saison.

NIGER

Niamey veut booster les effectifs dans les filières scientifiques

Selon les experts, la maîtrise des domaines scientifiques est essentielle pour créer la ressource humaine nécessaire pour le développement. En Afrique, l'engagement des étudiants dans ces disciplines reste faible.
Le gouvernement du Niger veut rehausser les effectifs dans les filières scientifiques. Lors du Conseil des ministres tenu le jeudi 19 septembre, la ministre de l'Education nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement professionnel et de la Promotion des langues nationales, Elisabeth Sherif (photo), a donné une communication annonçant la création d'un collège scientifique dans le pays.
Il ressort de cette communication que l'établissement poursuit trois principaux objectifs à savoir : « rehausser les effectifs des élèves des cycles de base 2 et assurer une meilleure transition vers les séries scientifiques, encourager les élèves à embrasser les filières scientifiques, et éviter la disparition progressive des filières scientifiques ».
La création de ce collège vient répondre aux inquiétudes liées à la disparition des filières scientifiques dans le pays. Selon le constat du Conseil des ministres, les résultats des examens scolaires, ces dernières années, ont révélé une baisse drastique des filières scientifiques et techniques. Une situation qui menace fortement le développement socio-économique du pays, à en croire la ministre.
L'Afrique doit accorder la priorité à l'enseignement scientifique et technologique pour favoriser l'absorption des étudiants sur le marché du travail. Seulement 35% des étudiants africains choisissent de poursuivre des études dans le domaine des STEM, comparé à 50% dans les autres régions du monde, selon l'association SheSTEMinAfrica.

NIGERIA

L'Espagne premier client au 2e trimestre

Les échanges entre le Nigeria et l'Espagne sont en augmentation depuis plusieurs années. Selon le Bureau national des statistiques (NBS), au premier trimestre 2024, l'Espagne était déjà le deuxième client du pays.
L'Espagne est devenue le premier client du Nigeria au deuxième trimestre 2024. D'après le rapport Commodity Price Indices and Termsof Trade publié le jeudi 26 septembre par le National Bureau of Statistics (NBS), les exportations du Nigeria vers l'Espagne constituent désormais 10,34 % du total des exportations. Elles se composent principalement de produits pétroliers et de gaz naturel, représentant plus de 90% des produits exportés. Les autres produits sont essentiellement le cuir de chèvre et les fèves de cacao.
L'Espagne dépasse ainsi la France qui était le premier client d'Abuja au premier trimestre 2024.
D'après le NBS, l'Hexagone est désormais le troisième client du pays ouest-africain, représentant 9,37% des exportations.
Elle est devancée par les USA, désormais deuxième avec 9,56% des exportations du Nigeria.
Malgré cette première place, les exportations du Nigeria vers l'Espagne ont enregistré une légère diminution par rapport au premier trimestre. Elles s'élevaient à 2007 milliards de nairas (1,21 milliard $) contre 2023,55 milliards de nairas au premier trimestre. Une situation qui se remarque également en ce qui concerne les importations.
Il faut noter que l'Europe demeure le principal client commercial du Nigeria. Pour ce deuxième trimestre, le Vieux Continent représente 41,60 % des exportations et 39,56 % des importations.
Les échanges entre le Nigeria et le continent africain restent modestes, avec 12,13 % des exportations et 4,45 % des importations. Le plus gros client du Nigeria en Afrique pour le deuxième trimestre 2024 est la Côte d'Ivoire.

TANZANIE

Les compagnies minières invitées à vendre de l'or à la banque centrale

En Ouganda, au Ghana et au Zimbabwe, les compagnies minières sont tenues depuis quelques mois de vendre une partie de leur production aux banques centrales de ces pays. La mesure intervient dans un contexte de hausse du prix du métal jaune qui a franchi la barre des 2600 dollars l'once.
En Tanzanie, les compagnies minières sont désormais tenues de vendre 20 % de leurs exportations à la Banque centrale. Selon un communiqué publié le 27 septembre par le régulateur minier, la mesure s'applique aussi aux négociants et aidera l'institution à diversifier ses revenus de change.
Les mineurs et négociants enverront la production réservée à deux grandes raffineries tanzaniennes, l'une dans la capitale Dodoma (Eye of Africa Ltd) et l'autre à Mwanza dans le nord du pays. La Commission minière n'a pas fourni de détails sur le prix d'achat ou la devise qui sera utilisée par la Banque centrale.
La Tanzanie est l'un des principaux producteurs africains d'or, avec 52 tonnes en 2023, selon le World Gold Council. Les chiffres de la Bank of Tanzania indiquent par ailleurs que l'or a représenté 22,5 % des exportations du pays l'année dernière, soit 3,05 milliards de dollars.
Parmi les compagnies qui devront se plier à la nouvelle obligation, on retrouve Barrick Gold et AngloGold Ashanti, qui ont totalisé 1 million d'onces en 2023 dans le pays. Avec ses mines Bulyanhulu et NorthMara, le groupe canadien a produit 516 000 onces d'or, tandis que la plus grande mine d'or du pays, exploitée par AngloGold, a livré 485 000 onces.
Shanta Gold et TRX Gold Corporation sont également actives sur les mines Singida et Buckreef.
Pour le moment, les compagnies minières n'ont pas réagi à la mesure qui devrait entrer en vigueur le 1er octobre. Dans les autres pays africains ayant mis en place des mécanismes similaires ces dernières années, les compagnies minières n'ont pas manqué d'accompagner l'initiative. AngloGold est par exemple soumise à une mesure similaire au Ghana, où le gouvernement impose aux producteurs de vendre aussi 20 % de la production à la banque centrale.
Pour rappel, le prix de l'or est en hausse depuis plus d'un an et a dépassé en septembre 2024 la barre de 2600 dollars l'once pour la première fois.

CÔTE D'IVOIRE

Une unité de traitement de légumes annoncée à Yamoussoukro

En Côte d'Ivoire, la production maraichère est principalement réalisée et destinée à la consommation dans les zones urbaines et périurbaines. Dans la filière, le segment de la transformation est encore embryonnaire.
En Côte d'Ivoire, l'Agro-Parc du Bélier, situé à Yamoussoukro, abritera prochainement une unité industrielle dédiée au stockage, à la transformation et au conditionnement de légumes. C'est ce qu'a révélé Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, le 25 septembre.
Ce projet financé à hauteur de 14 milliards de francs Cfa (23,8 millions $), par la Banque d'Investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) prévoit la mise en place d'une station de conditionnement permettant de traiter 50 000 tonnes de produits par jour.
« L'usine comprendra également des lignes de transformation en pâte et une ligne dédiée à la production de jus. Ce sont environ 200 emplois directs et 420 emplois indirects que vont générer la construction et le fonctionnement de cette usine de stockage, de transformation et de conditionnement de légumes », souligne un communiqué publié sur le site du gouvernement.
Plus largement, cet investissement devrait contribuer à renforcer la création de valeur ajoutée et la réduction des pertes post récoltes qui concernent chaque année environ 15 % de la production annuelle de fruits et légumes du pays en moyenne.
D'après le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI), la Côte d'Ivoire transforme environ 1 % de sa production de fruits et légumes en raison d'une insuffisance d'unités de conservation et de transformation au niveau local.
Dans la nation éburnéenne, le secteur du maraîchage fournit environ 700 000 tonnes de produits par an, selon les données officielles.
Les principaux légumes produits, consommés et commercialisés dans le pays sont le gombo, la tomate, le piment, l'oignon, la carotte, l'aubergine ou encore le haricot vert.

BOURSE ZURICH

Le SMI s'apprête à ouvrir en hausse, porté par Wall Street

La Bourse suisse se dirigeait vers une ouverture positive mardi matin, après que Wall Street ait fini lundi le trimestre sur de nouveaux records. Les investisseurs étaient dans l'attente des données de l'inflation dans la zone euro et de l'indice manufacturier ISM aux Etats-Unis.

"Les indices européens devraient ouvrir en hausse ce matin dans le sillage de la clôture de Wall Street après les commentaires du président de la Fed Jerome Powell qui a de nouveau laissé entendre que les taux d'intérêt devraient poursuivre leur baisse ces prochains mois", relève l'analyste John Plassard de Mirabaud Banque dans son commentaire journalier.
Lors d'un discours prononcé devant la National Association for Business Economics, Jerome Powell a souligné que la Fed ne suivait pas une voie préétablie, mais a laissé entendre que deux baisses de taux d'un quart de point pourraient encore avoir lieu cette année si l'économie évolue comme prévu. "Les chances d'une réduction des taux de 50 points de base en novembre sont actuellement de 35%, bien en dessous des niveaux supérieurs à 50% de la semaine précédente", selon M. Plassard.
D'autres rendez-vous macroéconomiques importants sont agendés d'ici la fin de la semaine. Mercredi sont attendus aux Etats-Unis les créations d'emplois dans le secteur privé pour le même mois et, jeud doit être annoncé le taux d'inflation en Suisse au mois de septembre. Vendredi, les investisseurs décortiqueront les chiffres de l'emploi outre-Atlantique, suivis de près par la Réserve fédérale américaine (Fed).
Aux Etats-Unis, la grève des dockers de quatorze grands ports américains de la côte Est et du Golfe Mexique, qui ont commencé à débrayer tôt mardi après l'échec des négociations de dernière minute entre leur syndicat et l'Alliance maritime, pourrait coûter jusqu'à 5 milliards de dollars par jour à l'économie américaine, ce qui incite les entreprises à prendre des mesures urgentes pour atténuer les perturbations, explique John Plassard.
Au Proche-Orient, l'armée israélienne a annoncé dans la nuit de lundi à mardi avoir commencé des "raids terrestres localisés" dans des villages du sud du Liban, affirmant cibler le mouvement islamiste Hezbollah, malgré les appels internationaux à la désescalade.
En Suisse, ce sont les chiffres du commerce de détail d'août qui sont à surveiller aujourd'hui.
A la Bourse suisse vers 08h00, l'indice vedette SMI notait en hausse de 0,2% points, à 12'191,39 après avoir clôturé lundi en recul de 0,53%, selon les indications avant-Bourse fournies par la banque Julius Bär.
La grande majorité des valeurs vedettes s'apprêtait à ouvrir dans le vert, prenant dans l'ensemble autour de 0,2%. Hors SMI, Tecan Group (+2,7%), Avolta (+1,2%) et Swatch (+1,2%) se détachaient toutefois du reste. Tecan a annoncé lundi une participation inférieure à 3% dans Norges Bank, Avolta semble pouvoir continuer à bénéficier d'une phase plus rassurante pour les actionnaires et Swatch de l'annonce de nouvelles mesures économiques par le gouvernement chinois.

L'Europe sur de faibles variations avant l'inflation et les PMI

Les principales Bourses européennes sont sur de faibles variations mardi en matinée pour la première séance d'octobre avant plusieurs indicateurs clés attendus dans la journée comme l'inflation et les indices mensuels de l'activité manufacturière. À Paris, le CAC 40 perd 0,53% à 7.595,22 points vers 07h30 GMT, après un repli de 2% lundi. À Londres, le FTSE 100 grignote 0,01% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,10%.
L'indice EuroStoxx 50 reflue de 0,15%, le FTSEurofirst 300 grappille 0,15% et le Stoxx 600 abandonne 0,07%.
Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture en très légère baisse pour les trois principaux indices à New York au lendemain d'une clôture record pour le Standard & Poor's 500.
Les marchés actions en Europe, affectés lundi par des avertissements sur résultats dans le secteur automobile sur fond de détérioration de la demande, tentent un prudent un rebond.
Le compartiment européen de l'automobile (-0,29%) sur le Stoxx 600 cède encore du terrain avec Volkswagen (-0,40%), Aston Martin (-0,32%), Renault (-2,35%) et Stellantis (-0,05%).
Des opérations de fusions-acquisitions animent également les échanges, avec notamment Covestro qui prend 3,65% alors que la compagnie pétrolière publique d'Abou Dhabi, ADNOC, a annoncé mardi avoir accepté de racheter le géant de la chimie pour une valeur d'entreprise de 14,7 milliards d'euros.
Mulberry cède 3,22% après avoir rejeté mardi l'offre de rachat de Frasers (+0,06%) d'un montant de 83 millions de livres.
Haleon abandonne 1,12%, Pfizer ayant annoncé avoir cédé des actions du groupe de santé britannique pour une valeur d'environ 3,26 milliards de dollars, réduisant ainsi sa participation à 15%.
La tendance en Europe pourrait évoluer avec la publication à 09h00 GMT des chiffres préliminaires de l'inflation en zone euro. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE), a déclaré lundi que la décision d'octobre sur les taux de l'institution refléterait la confiance dans la baisse de l'inflation.
Le marché prendra également connaissance des indices PMI en Europe et l'indice ISM manufacturier aux Etats-Unis, ainsi que de l'enquête Jolts sur les offres d'emploi, prélude au rapport mensuel officiel prévu vendredi.
Le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, a déclaré lundi que le marché de l'emploi n'avait pas besoin de ralentir davantage mais que la Fed n'était pas pressée de baisser ses taux.
Dans l'obligataire, les rendements souverains à dix ans en Europe et aux Etats-Unis sont pratiquement stables.
L'écart de rendement entre le Bund allemand et l'OAT française à dix ans reste autour de 80 points de base alors que le nouveau Premier ministre français, Michel Barnier, prononce ce mardi son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 30 Septembre 2024
Valeur : 02 Octobre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.1140	132.1290
1	EUR	EURO	147.6110	147.6542
1	GBP	POUND STERLING	176.9305	176.9980
100	JPY	JAPANESE YEN	92.7832	92.8003
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8371	18.8400
1	CHF	SWISS FRANC	156.5517	156.6623
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.6958	97.7575
1	DKK	DANISH KRONE	19.8143	19.8178
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0902	13.0935
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5734	12.5774
1	AED	UAE DIRHAM	35.9670	35.9750
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2163	35.2222
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.8768	433.2098
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.3671	43.8030
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6235	13.6251
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8334	27.9762
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3271	3.3374
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0212	179.0212

Paris en repli limité mais les valeurs du luxe décrochent

La bourse de Paris cède 0,1% ce matin, autour des 7625 points, notamment pénalisée par Renault (-3%) ainsi que par le secteur du luxe (Kering à -1,9%, L'Oréal à -1,6% et LVMH à -0,9%).
Ce matin, les investisseurs ont pris connaissance de l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière française, produit par S&P Global. Celui-ci s'est établi à 44,6 en septembre, en hausse par rapport à août (43,9), mais toujours sous la barre du 50 du sans changement.
Par ailleurs, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière de la zone euro, produit par S&P Global, s'est replié de 45,8 en août à 45 en septembre, son plus bas niveau de l'année 2024, signalant ainsi un renforcement de la détérioration de la conjoncture du secteur.
La suite de la matinée sera animée par la première estimation de l'inflation pour la région au mois de septembre, qui devrait confirmer le reflux des pressions inflationnistes.
De tels indicateurs - allant dans le sens d'une contraction de l'activité et d'un ralentissement des prix à la consommation - devraient venir conforter le scénario d'une nouvelle baisse des taux de la BCE le 17 octobre.
A Wall Street, les marchés d'actions américains ont fini en légère hausse et atteint de nouveaux plus hauts lundi, insensibles aux commentaires prudents tenus par le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell.
A l'occasion d'une conférence économique organisée à Nashville (Tennessee), le patron de la Fed a affirmé que le politique monétaire aux Etats-Unis évoluerait 'au fil du temps', sans direction préétablie, et que les décisions se prendraient 'réunion par réunion'.
Les nouvelles en provenance du Proche-Orient n'ont en revanche pas de quoi rassurer les investisseurs, l'escalade des tensions au Liban étant susceptible de peser sur l'appétit pour le risque.
Après les bombardements des dernières 48 heures, des chars israéliens ont envahi hier soir le sud du pays, une offensive sans précédent depuis 2006.
Les populations civiles ont reçu l'ordre de de Tsahal de fuir Beyrouth vers le nord du pays, signifiant qu'une offensive majeure pourrait être en préparation.
Dans ce contexte, le baril de brut cède 1,4% à Londres, à 70,7 euros.
Sur le compartiment obligataire, le Bund à 10 ans recule à 2,06% tandis que les T-Bonds de même échéance évoluent à 3,76%. Le dollar avance un peu face à l'euro, qui revient s'échanger autour de 1,11$/E.
Dans l'actualité des sociétés tricolores, LVMH annonce la vente de Off-White, marque internationale de streetwear de luxe fondée en 2012 par Virgil Abloh, à la société de gestion de marques basée à New York Bluestar Alliance, une transaction dont les termes ne sont pas divulgués.
JCDecaux annonce que JCDecaux Top Media, dont il est l'actionnaire majoritaire, a acquis 70% d'IMC, l'un des leaders de la communication extérieure en Amérique centrale et le numéro un au Costa Rica, auprès de ses fondateurs.

Veolia annonce qu'il va construire un nouveau réseau de chauffage à Londres qui fournira de la chaleur provenant de l'unité de valorisation énergétique (UVE) SELCHP, en partenariat avec le conseil de Southwark.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Les colistiers de Trump et Harris s'affrontent

Trois semaines après le débat tendu qui a opposé Kamala Harris à Donald Trump, c'est au tour de Tim Walz et J.D. Vance, leurs lieutenants, de se retrouver ce mardi sur un plateau télévisé et d'y exposer leur vision divergente.

Aux Etats-Unis, la campagne pour l'élection présidentielle bat son plein. Après les deux prétendants à la Maison Blanche il y a trois semaines, c'est au tour de leur colistiers, Tim Walz et J.D Vance, de s'affronter ce mardi à la télévision. Le débat se déroulera à New York, au CBS Broadcast Center, la chaîne qui l'organise.

Tim Walz et J.D. Vance ferrailleront durant 90 minutes, pause publicitaire comprise, sans autre public que les dizaines de millions de téléspectateurs attendus. Ils n'auront pas le droit de se munir de notes écrites. Contrairement aux deux précédents débats présidentiels, qui ont opposé Donald Trump et Joe Biden le 27 juin, puis Donald Trump et Kamala Harris le 10 septembre, les micros resteront ouverts, permettant aux adversaires de se couper la parole.

Pour eux, il s'agit sans doute du moment le plus important de cette campagne ultra-serrée, à l'issue de laquelle seulement l'un deviendra vice-président. La joute oratoire devrait être âpre, avec l'objectif de convaincre les électeurs indécis qui pourraient faire basculer l'un des fameux sept Etats-clés très disputés. Mais ce débat est aussi l'occasion de combler un réel déficit de notoriété, même si les noms « Harris Walz » et « Trump Vance » sont désormais systématiquement accolés sur les affiches électorales.

Clairement, le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, était peu connu en dehors de son Etat quand Kamala Harris l'a choisi en août pour former avec lui le « ticket » démocrate. Quant à J.D. Vance, auteur d'un livre à succès et sénateur atypique au discours populiste anti-immigration, il avait très peu d'expérience politique avant que Donald Trump lui propose en juillet de le seconder.

Pour rappel, la tradition du débat entre candidats à la vice-présidence remonte à 1976, il y a quasiment un demi-siècle. Il doit permettre aux Américains d'évaluer l'aptitude à gouverner des intéressés, le vice-président étant aux Etats-Unis le deuxième dans l'ordre de succession au sommet du pouvoir.

Mais dans l'histoire des présidentielles américaines, il est généralement admis que les débats entre les lieutenants des deux principaux candidats ont une influence relativement faible sur le scrutin. Ce qui pourrait être différent cette fois-ci. Vingt ans séparent les deux élus - Tim Walz a 60 ans, son rival 40 -, en calque inversé des deux décennies qui séparent Kamala Harris et Donald Trump. Mais ils sont également aux antipodes sur les grands thèmes en jeu lors du scrutin du 5 novembre, de l'avortement à l'aide à l'Ukraine, des armes à feu aux priorités énergétiques, des mesures fiscales à la lutte contre l'inflation.

Tim Walz, un ancien enseignant aux origines rurales, natif du Nebraska, et J.D. Vance, qui a relaté son enfance difficile dans une Amérique meurtrie par le chômage et la désindustrialisation, ont été choisis tous les deux pour séduire un électorat plutôt blanc et populaire du nord et du centre des Etats-Unis, d'où ils viennent.

Ils se sont déjà affrontés par déclarations interposées, dans une campagne à la rhétorique acide. Tim Walz a été le premier à qualifier de « louche » le tandem Trump-Vance, une expression qui a fait florès. De son côté J.D.

Vance, un élu antisystème au parcours singulier puisqu'il a aussi bien fait carrière dans l'armée que dans la Silicon Valley, n'a de cesse de dénoncer le bilan de son rival gouverneur, y voyant l'illustration d'une gauche progressiste déconnectée de la réalité.

ALLEMAGNE

L'inflation baisse encore, au plus bas depuis février 2021

L'inflation en Allemagne a encore reculé en septembre, à +1,6% sur un an. Les analystes sondés par Factset tablaient sur un recul à 1,7%.

Les prix se détendent encore en Allemagne. L'indice des prix à la consommation a atteint +1,6% sur un an, soit 0,3 point de moins qu'en août, selon les chiffres de l'institut de statistiques Destatis publiés ce mardi. C'est un peu mieux que ce que prévoyaient les analystes sondés par Factset, qui tablaient sur un recul à +1,7%. Quant à l'indice harmonisé des prix, utilisé par la Banque centrale européenne (BCE), il a atteint +1,8% en septembre, en dessous de l'objectif de 2% visé par l'institution monétaire.

Destatis attribue ce nouveau recul de l'inflation au crédit de l'énergie, dont les prix ont reculé de 7,6% sur un an, encore plus qu'en août (-5,1%). Mais les prix des services, un secteur à forte intensité de main-d'œuvre, ont eux augmenté de +3,8% en septembre, après +3,9% les trois mois précédents, freinant encore la baisse de l'inflation.

« Avec les chiffres d'aujourd'hui, le problème de l'inflation n'est pas définitivement résolu », a rappelé Sebastian Becker, analyste de Deutsche Bank. « La pression salariale persistante devrait faire en sorte que l'inflation des services, et donc l'inflation sous-jacente, ne diminue probablement que lentement », prévoit-il.

ZONE EURO

L'inflation ralentit à 1,8% sur un an en septembre, plus bas niveau depuis 3 ans et demi

La hausse des prix à la consommation passe ainsi sous la barre des 2%, l'objectif fixé par la BCE. L'inflation en zone euro a nettement ralenti en septembre, à 1,8% sur un an, son plus bas niveau depuis trois ans et demi, grâce au recul des tarifs de l'énergie, selon des chiffres publiés mardi par Eurostat. La hausse des prix à la consommation passe ainsi sous la barre des 2%, l'objectif fixé par la Banque centrale européenne (BCE), pour la première fois depuis juin 2021. Ce recul pourrait inciter l'institution monétaire à baisser une nouvelle fois ses taux d'intérêt dès octobre, ce qui contribuerait à relancer une croissance économique en berne en Europe.

L'inflation avait atteint 2,2% en août, après 2,6% en juillet, au sein des 20 pays européens partageant la monnaie unique. Le recul de septembre est encore plus net que celui attendu par les analystes de Factset qui tablaient sur un chiffre de 1,9%. L'inflation sous-jacente - c'est-à-dire corrigée des prix volatils de l'énergie et de l'alimentation -, particulièrement scrutée par les marchés financiers et la BCE, a aussi poursuivi son lent reflux, à 2,7% en glissement annuel, après 2,8% en août, selon l'office européen des statistiques. Cette évolution est conforme au consensus des analystes.

Chute des prix de l'énergie

La bonne performance de l'inflation en septembre s'explique essentiellement par une chute de 6% sur un an des prix de l'énergie, dont ceux des carburants à la pompe, qui avaient déjà reculé de 3% en août. La hausse des tarifs des services a légèrement ralenti à 4% (-0,1 point par rapport à août). Celle de l'alimentation (y compris alcool et tabac) a très légèrement rebondi à 2,4% (+0,1 point), tandis que la progression des tarifs des biens industriels s'est stabilisée à un niveau très faible (+0,4% sur un an, comme en août). Globalement, la hausse des prix à la consommation dans la zone euro a été quasiment divisée par six depuis le record de 10,6% sur un an atteint en octobre 2022, quand les tarifs de l'énergie flambaient dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Cette tendance a permis à la BCE de recommencer au printemps à assouplir sa politique monétaire. Pour endiguer l'inflation, l'institution monétaire avait augmenté les coûts d'emprunt à un rythme sans précédent à partir de juillet 2022, au prix d'un fort ralentissement de la croissance économique. Le 6 juin dernier, elle a abaissé ses taux directeurs, offrant un premier bol d'air pour relancer le crédit immobilier et les prêts aux entreprises. Elle a procédé à une nouvelle baisse le 12 septembre et pourrait poursuivre le mouvement dès sa prochaine réunion de politique monétaire le 17 octobre, selon des analystes.

FRANCE

Les solutions du Medef pour économiser «plus de 30 milliards d'euros»

Le président du Medef, Patrick Martin, a écrit lundi à Michel Barnier pour dresser la liste des économies, à hauteur de « plus de 30 milliards d'euros », qu'il faudrait « considérer » avant d'augmenter les impôts des entreprises et des particuliers, comme un renforcement de la lutte contre la fraude sociale. Comprimer les dépenses avant de lever l'impôt. Patrick Martin, président du Medef, a fait parvenir au Premier ministre, Michel Barnier, une liste de mesures qui permettrait à l'Etat d'économiser « plus de 30 milliards d'euros».

« A la veille de votre déclaration de politique générale, je voulais vous exprimer nos préoccupations à l'égard de la situation économique et budgétaire et vous partager nos propositions contribuant à une baisse durable des dépenses publiques », écrit Patrick Martin au chef du gouvernement dans un courrier consulté par l'AFP. La lettre envoyée lundi détaille les efforts à « considérer » avant « toute réflexion sur quelque hausse de la fiscalité que ce soit ». Le patron des patrons prône ainsi un renforcement de la lutte contre la fraude sociale, évaluée par le Haut conseil au financement de la protection sociale à 13 milliards d'euros annuels. A cette fin, le Medef recommande « une meilleure coordination entre les différents organismes sociaux » et un renforcement des contrôles. Le dirigeant souligne aussi l'existence de 438 agences publiques représentant « 81 milliards d'euros de dépenses », jugeant « impératif d'envisager des fusions, mutualisations et externalisations » de ces opérateurs de l'Etat, pour dégager 3 milliards d'économies, selon les calculs du cabinet EY. Il voit 800 millions d'euros à économiser par an en réformant le régime social des travailleurs frontaliers qui touchent actuellement des indemnités chômage en France alors qu'ils cotisent dans le pays où ils travaillent. Le président du Medef cite également les 12 milliards d'euros qui, selon EY, pourraient être économisés en « finalisant la transformation numérique des administrations publiques ».

Il appelle aussi à « contrôler l'absentéisme dans la fonction publique », plus fréquent que dans le privé, suggérant le maintien d'un jour de carence et un taux de remplacement limité à 90% dans ce secteur. Il réclame enfin la reprise « immédiate » des chantiers sur la simplification et sur la transposition.

Premières images de la Renault 4 E-Tech Electric !

La star du Mondial de Paris se montre pour la première fois en images et montre une vraie filiation esthétique avec l'ancienne Renault 4. Et il y a aussi un petit côté « Fiat 500 » dans le traitement de sa poupe.

C'est sans doute la nouveauté la plus attendue du Mondial de l'automobile de Paris 2024. Après la 5 E-Tech Electric, Renault profitera du salon pour lever le voile sur la 4 E-Tech Electric dans sa version de série à Paris après le concept-car 4ever Trophy vu en 2022.
A quelques jours de l'évènement, la marque au losange dévoile les toutes premières images de la bête. Évidemment, elle se contente pour l'instant de photos de détails pour entretenir le suspense. Mais elles permettent déjà de se faire une bonne idée du style de l'auto. On remarque ainsi le traitement assez original de la partie arrière du profil, avec une petite custode et des vitres dont la forme s'inspire de celles de la Renault 4 originelle de 1961.
La calandre très épurée ressemble beaucoup à celle du concept-car 4ever Trophy et intègre un losange éclairé. On note aussi les flancs dont les stries sur les portières rappellent un peu les éléments de chez Citroën et surtout, de gros feux arrière bulbeux qui évoquent franchement ceux du Fiat 500X. Compte tenu de la multitude de détails, l'approche de Renault n'est clairement pas « low-cost ».

Un petit crossover électrique à quel prix ?

Contrairement à ce que laisse imaginer son badge, la 4 E-Tech Electric sera plus grosse que la 5 E-Tech Electric avec une longueur de 4,14 mètres contre 3,92 mètres pour cette dernière. Conçue sur la même plateforme, elle jouera les petits crossovers urbains et concurrencera le Mini Aceman (qui est encore plus petit).
Comme à l'époque de la présentation de la 5 E-Tech Electric, Renault propose le « R4 R Pass » à 150€ pour offrir un accès privilégié aux commandes en avant-première : « les clients possédant un R4 R Pass auront la possibilité de

commander, en avant-première et 15 jours avant l'ouverture des commandes au grand public, Renault 4 E-Tech electric au sein du réseau Renault. En effectuant leur commande durant cette période exclusive, ils bénéficieront d'une livraison prioritaire de leur véhicule, grâce à une production priorisée », peut-on lire dans le communiqué.
La commercialisation de la 4 E-Tech Electric démarrera en 2025, à un prix de base que l'on espère largement sous les 30 000€.

RAPPEL AIRBAGS TAKATA CHEZ CITROËN
Une barre symbolique franchie mais la fin est encore loin

Après une mise en route pour le moins laborieuse, la campagne de rappel des C3 et DS3 suit son cours chez Citroën et DS. Stellantis annonce que la barre des 100 000 véhicules dont les airbags ont été remplacés vient d'être franchie en France. Mais il reste encore beaucoup de travail à faire...
Remplacer des airbags sur près de 250 000 C3 et DS3 dans le sud de la France : c'est le travail de titan dans lequel s'est lancé le réseau Citroën et DS depuis le mois de mai dernier. La tâche est d'autant plus cruciale que les propriétaires des modèles concernés ont reçu un courrier qui leur demande d'arrêter immédiatement de rouler. Mais le groupe Stellantis a progressivement mis en place de nouvelles solutions, comme un programme de réparation à domicile ou une augmentation de la production de coussins gonflables, pour tenter de mener à bien cette mission impossible. Petit à petit, ces efforts semblent porter leurs fruits. Dans la treizième édition de son point hebdomadaire consacré à cette campagne hors normes, l'entreprise euro-américaine se félicite que "la barre des 100 000 véhicules dont les airbags ont été remplacés vient d'être franchie" en France.

Le nombre de véhicules de courtoisie augmente

93 000 clients auraient par ailleurs "reçu un code pour planifier leur intervention, portant le nombre de véhicules traités ou en voie de l'être à 198 000." Il reste toutefois encore pas mal de chemin à parcourir avant de finir de corriger les plus de 245 000 exemplaires de C3 et DS3/DS 3 qui ont besoin de voir leurs airbags Takata emplacés. Désormais actif dans 11 agglomérations et bientôt étendu à d'autres villes, le programme de réparation à domicile Repair@Home n'a rien d'une recette miracle. Il ne permet de rectifier que 500 véhicules par semaine environ. Mais Stellantis déplore aussi que certains clients ne se soient pas encore enregistrés pour faire remplacer leurs coussins gonflables et les invite à effectuer cette démarche rapidement. Les propriétaires qui ont déjà accompli cette formalité et qui sont encore dans l'attente sont, eux, invités à "contacter le service relation clientèles au 0805 98 04 02 afin de pouvoir bénéficier d'un véhicule de courtoisie". De nouveaux parcs de livraison de ces voitures de prêt vont en effet débuter à Bayonne et à Nice cette semaine.

APRÈS LES VPN

La Russie pourrait bannir Discord

Un pas de plus vers la souveraineté ? Le régulateur russe des communications, Roskomnadzor, a pris cinq nouvelles décisions contre Discord depuis le 20 septembre. Cette plateforme de messagerie, très populaire chez les joueurs et les développeurs, pourrait être bloquée en Russie « dans les prochains jours » pour violation présumée de la loi sur l'information.

Le Kremlin poursuit sa croisade contre les services en ligne échappant à son contrôle. Après s'être attaqué aux réseaux sociaux et aux VPN, c'est au tour de Discord d'être dans le viseur des autorités russes. La plateforme de messagerie instantanée, qui revendique entre 30 et 40 millions d'utilisateurs en Russie, est accusée de ne pas avoir restreint l'accès à des « informations interdites ». Une source officielle citée par le journal Kommersant évoque une interdiction imminente, « dans les prochains jours ».

Cette décision semble aller dans le droit-fil de la volonté du gouvernement russe d'établir une « souveraineté numérique » depuis le début du conflit en Ukraine. En coupant l'accès aux services occidentaux, Moscou cherche à créer un internet russe hermétique aux influences extérieures.

Un nouveau coup dur pour la communauté des joueurs et développeurs russes

Une interdiction qui risque de faire date sur l'industrie du jeu vidéo en Russie. La plateforme est devenue incontournable pour de nombreux développeurs qui l'utilisent comme principal canal de communication avec leur communauté. Vasily Ovchinnikov, responsable de l'Organisation pour le développement de l'industrie du jeu vidéo en Russie, s'inquiète des conséquences : « Le problème est que pour les développeurs russes, la communication avec la communauté, y compris internationale, et le support technique se font via Discord ».

Les joueurs russes, déjà privés de nombreux services en ligne depuis le début de la guerre en Ukraine, voient leurs options se réduire comme peau de chagrin. Certains tentent de contourner les restrictions en utilisant des VPN, mais ces outils sont, eux aussi, dans le collimateur des autorités. L'absence d'alternative nationale crédible à Discord laisse planer un grand point d'interrogation sur l'avenir des communautés de joueurs en Russie.

Le régulateur des médias Roskomnadzor a déjà rendu cinq décisions distinctes concernant Discord depuis le 20 septembre. Ce genre de restrictions en cascade en dit long sur la volonté de la Russie de tout simplement finir par interdire Discord. Des utilisateurs russes ont en effet signalé des pannes intermittentes sur la plateforme ces dernières semaines.

Une offensive tous azimuts contre les services numériques occidentaux

L'attaque contre Discord ne fait qu'aller dans le sens d'une stratégie plus large de « déconnexion » de la Russie vis-à-vis des géants technologiques occidentaux.

En juillet dernier, Apple a dû retirer les applications VPN de son App Store russe, sous la pression du gouvernement. Au total, 25 applications ont été supprimées, au prétexte, selon Moscou, qu'elles contrevenaient à une loi fédérale sur les technologies de l'information.

Apple, qui s'efforce de défendre la vie privée de ses utilisateurs, en prend pour son grade, mais le géant californien, comme d'autres entreprises tech, n'a guère eu le choix face aux exigences du Kremlin. La Russie a déjà banni Instagram, YouTube et restreint l'accès à des jeux populaires comme Apex Legends.

Le gouvernement russe ne s'arrête pas là : il ambitionne de créer ses propres alternatives aux services occidentaux. Des rumeurs évoquent même le développement d'un concurrent russe au moteur de jeu Unreal Engine 5. Demain, un Internet russe « made in Russia »?

AVEC LE GENAI DE GOOGLE

Puma améliore ses campagnes marketing

La marque de sport se tourne vers le générateur d'images de Google pour accélérer le lancement de ses campagnes marketing et personnaliser les environnements visuels proposés aux internautes.

La marque d'articles de sports Puma étend ses usages de la GenAI à la création d'images. Objectif de la société fondée en 1948 : améliorer le taux de clics et accélérer le lancement de ses campagnes marketing. Grâce au générateur d'images de Google, Imagen 2 sur Vertex AI, Puma peut, par exemple, créer des images d'arrière-plan adaptées à un produit, à une région du monde ou à une typologie de clients. Ce qui permet aux responsables marketing des différentes d'adapter les campagnes au contexte local.

En plus de la génération d'images proprement dite, Imagen on Vertex AI est également exploité par les éditeurs de contenu de Puma pour

l'édition d'images, afin « d'effectuer des tâches d'édition fastidieuses, telles que l'ombrage, l'ajustement des couleurs ou de la résolution et le positionnement des produits », souligne Google dans un communiqué.

Dans son communiqué, ce dernier assure que Puma devrait bientôt tester la version 3 de son moteur Imagen, à mesure que la marque continuera à étendre ses usages du générateur d'images. La société, qui emploie environ 21 000 personnes, prévoit notamment de déployer Vertex AI Search for Retail de Google Cloud pour ses filiales en Argentine, au Brésil et en Afrique du Sud.

La valeur moyenne d'une commande en hausse de 19%

Cette étape fait suite à la migration des activités de commerce électronique de la marque allemande sur le cloud de Google, en début d'année. Depuis, la valeur moyenne des commandes a augmenté, « grâce à un contenu mieux personnalisé », et le temps de mise sur le marché a diminué, les produits étant achetables dès leur arrivée à l'entrepôt, assure Google.

En mars dernier, alors que Puma (8,6 Md€ de CA en 2023) annonçait son intention d'exploiter les outils de GenAI de Google, la marque de sport dévoilait une progression de 19% de la valeur moyenne des commandes en ligne, suite à l'utilisation des outils analytiques de Mountain View et de BigQuery. Sans oublier les gains amenés par les outils d'IA donnant accès aux niveaux d'inventaire jusqu'à quatre fois plus rapidement qu'auparavant, et permettant ainsi aux internautes de trouver plus rapidement le magasin le plus proche disposant du produit qu'ils recherchent.

Une fois de plus, Microsoft retire une mise à jour de Windows 11 boguée

Écrans bleus de la mort, boucles de démarrage sans fin, disparition des réglages Wi-Fi, clavier qui ne répond plus : la dernière update optionnelle de Windows 11 est si plantée que Microsoft a préféré la retirer plutôt que la corriger.

Windows 11 24H2 s'apprête à pointer le bout de son nez, et Microsoft continue de travailler d'arrache-pied sur de nouvelles fonctionnalités. En général, ces nouveautés sont soumises à l'approbation de la communauté Windows Insiders avant de toucher un plus large public. Malgré tout, ce processus bien rodé laisse

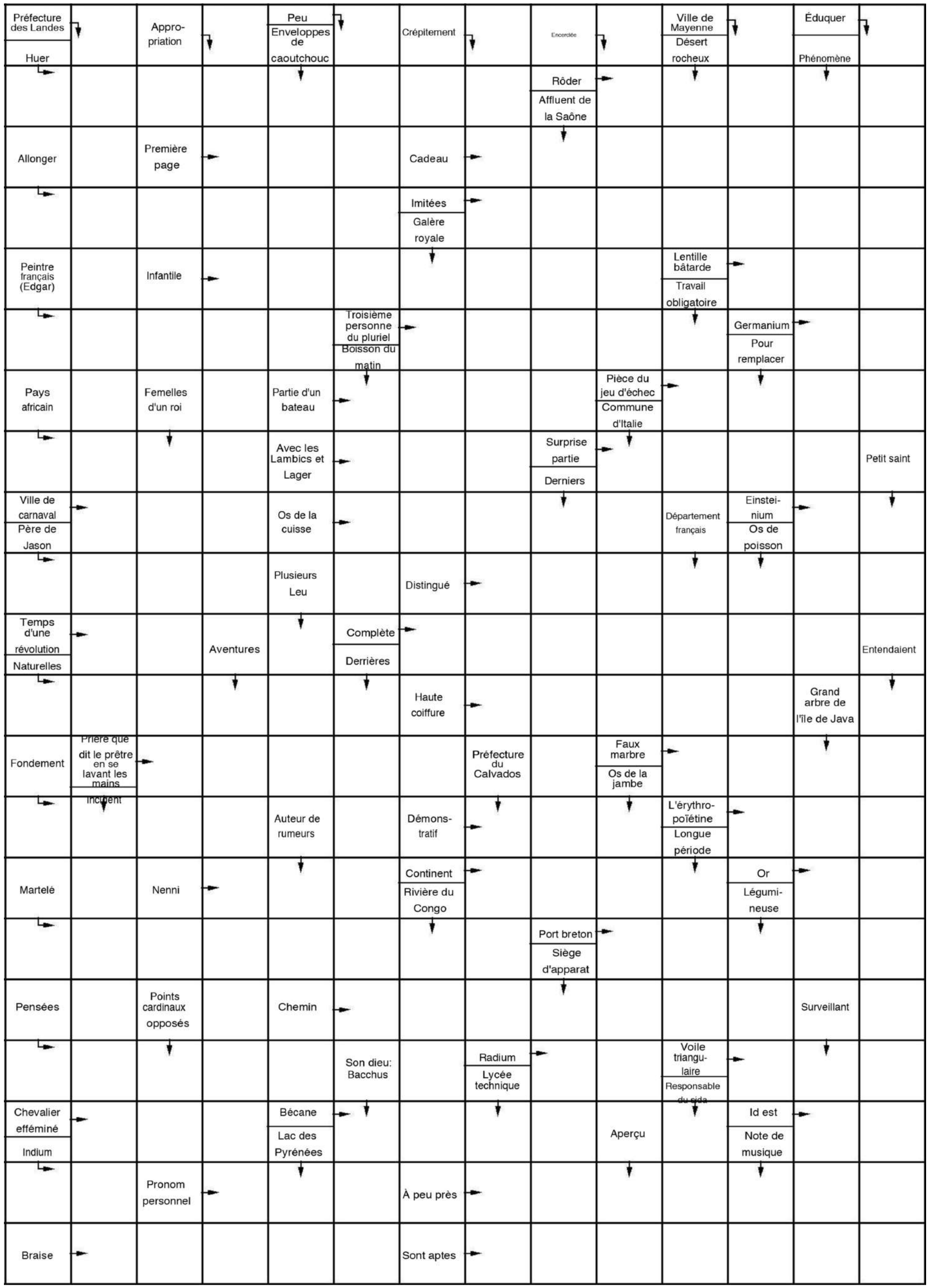
échapper des bugs, comme c'est le cas avec la mise à jour optionnelle de septembre. KB5043145, de son nom officiel, aurait dû apporter des optimisations de la barre des tâches, de la distribution et de gestion du compte Microsoft. Mais si elle fait aujourd'hui le tour de la toile, ce n'est pas pour les bonnes raisons.

C'est officiel : il n'y aura pas de correctif

L'update Windows 11 en question est livrée avec tellement de bugs que c'est à se demander si elle a vraiment été testée en amont. Comme nous vous le rapportions dans un précédent article, les plus malchanceux se retrouvent soit confrontés à des écrans verts et bleus de la mort, ou pris dans des boucles de démarrage sans issue. Celles et ceux qui parviendraient à échapper aux problèmes d'exécution du système rencontrent, quant à eux, d'autres soucis de nature diverse. Absence de réglages Wi-Fi dans les paramètres système, affichage du menu contextuel dans le style de Windows 10, problèmes d'exécution WSL 2, ports USB inopérants font partie des problèmes rapportés par les internautes sur les forums spécialisés et le Hub de commentaires Windows.

Entre hier et aujourd'hui, les signalements ont été si nombreux que Microsoft a pris une décision pour le moins radicale. Plutôt que de corriger son update optionnelle, l'entreprise a tout simplement décidé de… la retirer au téléchargement. Et pour celles et ceux qui l'auraient déjà installée ? La firme de Redmond n'a fourni d'autre solution que de la supprimer manuellement. En clair, si vous êtes concerné par les bugs inhérents à KB5043145, il va falloir vous débrouiller.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 2 octobre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

27 morts et 1353 blessés en une semaine

Vingt-sept (27) personnes sont décédées et 1353 autres ont été blessées dans 1264 accidents de la circulation survenus durant la période du 22 au 28 septembre à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tlemcen où trois (03) personnes sont décédées et quarante et une (41) autres ont été blessées dans 42 accidents, précise la même source. En outre, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 1179 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (289 incendies), Tizi-Ouzou (77) et Oran (50).

HADJ 2025

Les inscriptions au tirage au sort du 3 au 27 octobre

Les inscriptions au tirage au sort pour la saison du Hadj 2025 débuteront jeudi prochain et se poursuivront jusqu'au 27 octobre, a annoncé, mardi, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué. "Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire porte à la connaissance de tous les citoyens et citoyennes désirant participer au tirage au sort en vue d'accomplir les rites du Hadj pour la saison 2025, que l'opération d'inscription débutera jeudi 03 octobre 2024 et se poursuivra jusqu'au dimanche 27 octobre 2024", précise le communiqué. "Les candidats remplissant les conditions requises sont invités à entamer la procédure d'inscription, via le site électronique du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire www.interieur.gov.dz pour les citoyennes et citoyens titulaires d'un passeport biométrique (24/24h et 7/7j)", ou "en se rendant à l'APC pour les citoyens ne disposant pas de passeport biométrique afin de renseigner le formulaire mis à leur disposition au niveau des bureaux dédiés à cet effet, pendant les jours et heures ouvrables de la semaine".

AMAR TAKDJOUT

«L'UGTA soutient fortement l'initiative de dialogue national»

Le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a affirmé, mardi à Alger, que la Centrale syndicale soutenait fortement l'initiative de dialogue national annoncée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin de préserver l'intérêt supérieur du pays. Dans une allocution prononcée lors d'une rencontre syndicale qu'il a présidée à la Maison du Peuple, à l'occasion de la rentrée sociale, M. Takdjout a précisé que «l'UGTA, qui repose sur la culture du dialogue, soutient fortement l'initiative de dialogue annoncée par le président de la République», ajoutant que la Centrale syndicale «répond favorablement à cet appel afin de préserver l'intérêt supérieur du pays et celui du peuple algérien». Après avoir insisté sur « «la nécessité de généraliser la culture du dialogue et de bannir la violence au sein de la société», il a réaffirmé «l'adhésion et le soutien de l'UGTA au programme du président de la République, notamment s'agissant du volet social et du développement de l'économie nationale». M. Takdjout a, par ailleurs, souligné l'importance de la formation des syndicalistes, précisant que «l'UGTA a récemment formé près de 2.700 syndicalistes et entend atteindre 20.000 syndicalistes formés».

OPEP+

Arkab participe mercredi à la 56e réunion du JMMC

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab participera mercredi, par visioconférence, aux travaux de la 56e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep-non Opep (JMMC), a indiqué mardi le ministère dans un communiqué. Au cours de cette réunion, les ministres en charge du pétrole examineront l'application des engagements de réduction de la production pour les mois de juillet et août 2024, conformément aux décisions adoptées par les pays de l'OPEP+ dans le cadre de leurs

efforts communs pour stabiliser le marché pétrolier, a précisé la même source. Les discussions porteront également, lors de cette réunion, sur les développements récents du marché pétrolier international ainsi que sur ses perspectives à court terme, a ajouté le communiqué. Le JMMC, qui se réunit tous les deux mois, regroupe sept pays membres de l'OPEP : l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela, ainsi que deux pays non membres : la Russie et le Kazakhstan.

AOUN REÇOIT L'AMBASSADEUR DE CORÉE DU SUD EN ALGÉRIE

Renforcer la coopération industrielle

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, mardi, l'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, You Ki-Jun, avec lequel il a examiné les moyens de développer la coopération industrielle entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, les deux parties ont passé en revue les relations de coopération bilatérale dans le domaine industriel et leurs perspectives d'avenir, selon la même source. A cette occasion, le ministre a mis en avant les avantages préférentiels qui valent à l'Algérie d'être une destination prometteuse en matière d'investissement, notamment après l'adoption de la nouvelle loi sur l'investissement. Pour sa part, M. You Ki-Jun a souligné "la volonté de son pays de hisser la coopération industrielle avec l'Algérie à un niveau supérieur, qui permette de tirer parti des potentialités des deux pays et de bâtir un partenariat qualitatif mutuellement bénéfique", a conclu le communiqué.

Publicité

ANEP Gratuit

PHILIP MORRIS INTERNATIONAL(PMI)

Marc Attinger nouveau DG de sa filiale en Algérie

Philip Morris International (PMI) a le plaisir d'annoncer la nomination de Marc Attinger au poste de Directeur Général de sa filiale en Algérie. Marc Attinger aura pour mission de poursuivre la stratégie de développement de l'entreprise, mais surtout d'implémenter la vision de PMI prônant un avenir sans fumée. « Je suis honoré de prendre la relève en tant que Directeur Général enAlgérie. Je suis déterminé à poursuivre les efforts de développement et à mettre en œuvre notre vision d'un avenir sans fumée, en offrant des alternatives innovantes et moins nocives aux fumeurs adultes qui autrement continueraient à fumer »a déclaré Marc Attinger, Directeur Général de Philip Morris en Algérie. Et d'ajouter, « L'Algérie est un pays considéré comme un véritable vivier de talents. Ainsi, l'une de mes priorités est d'offrir plus d'opportunités de développement et d'apprentissage à nos collaborateurs». Marc Attinger a commencé sa carrière au sein de PMI en 2008, il a occupé différents postes de responsabilité de premier plan. Tout d'abord en Arabie Saoudite, en tant que Directeur en charge des produits, avant d'étendre ses responsabilités aux marchés du moyen-orient en 2022. Il y a occupé le poste de Directeur commercial, jouant ainsi un rôle crucial dans la transformation de l'entreprise. Marc Attinger est lauréat de l'Institut Supérieur de Gestion à Paris et de l'Université St John's à New York.